Vol. 5, No. 18 • Du 16 au 23 Novembre 2011
Haiti 20 gdes/ USA $1.50/ France 2 euros/ Canada $2.00

HAÏTI LIBERTÉ

JUSTICE • VÉRITÉ • INDÉPENDANCE

1583 Albany Ave, Brooklyn, NY 11210 Tel: 718-421-0162
Email: editor@haitiliberte.com Web: www.haitiliberte.com

Martelly / Conille, eske antant la posib ?

Page 6



MICHEL MARTELLY À CUBA!

Voir page 4

Le Président cubain Raul Castro et le Président haitien Michel Martelly, ce dernier est arrivé mardi 15 nobembre 2011 à Cuba pour sa première visite destinée au renforcement des relations bilatérales.



Prédominance de Bill Clinton en Haïti

Page 8



QU'EST-CE QUI PROVOQUE LA MONTÉE DE L'INSÉCURITÉ ?

Voir page 4

Est ce une manque de policiers dans les quartiers populaires? Certains observateurs estiment que la politique lacunaire au niveau du pouvoir exécutif et la corruption qui gangrène le pouvoir judiciaire auraient été à la base de l'insécurité



Affronter l'Etat Impérial est un devoir patriotique et révolutionnaire !

Page 10



Etats-Unis : la police chasse les "99%"

Page 17

HAITI LIBERTÉ

1583 Albany Ave
Brooklyn, NY 11210
Tel: 718-421-0162
Fax: 718-421-3471

3, 2ème Impasse Lavaud
Port-au-Prince, Haiti
Tél: 509-3407-0761
Responsable:
Yves Pierre-Louis

Email : editor@haitiliberte.com

Website : www.haitiliberte.com

DIRECTEUR
Berthony Dupont

EDITEUR
Dr. Frantz Latour

RÉDACTION
Berthony Dupont
Wiener Kerns Fleurimond
Kim Ives
Fanfan Latour
Guy Roumer

CORRESPONDANTS EN HAITI
Wadner Pierre
Jean Ristil

COLLABORATEURS
Marie-Célie Agnant
J. Fatal Piard
Catherine Charlemagne
Pierre L. Florestal
Morisseau Lazarre
Didier Leblanc
Jacques Elie Leblanc
Roger Leduc
Joël Léon
Claudel C. Loiseau
Anthony Mompérousse
Dr. Antoine Fritz Pierre
Jackson Rateau
Eddy Toussaint

ADMINISTRATION
Marie Laurette Numa
Jean Bertrand Laurent

DISTRIBUTION: CANADA
Pierre Jeudy
(514)727-6996

DISTRIBUTION: MIAMI
Pierre Baptiste
(786) 262-4457

COMPOSITION ET ARTS GRAPHIQUES
Mevlana Media Solutions Inc.
416-789-9933 * fmelani@rogers.com

WEBMASTER
Frantz Merise
frantzmerise.com

Est-ce du chantage ou une rébellion de Martelly ?

Par Berthony Dupont

Ne nous faisons aucune illusion ! Nous nous trouvons bel et bien face à un régime dont le projet d'ensemble correspond, pour prendre un exemple, à un horrible cancer au poumon du pays et qui a suscité de nombreux malaises, ceci depuis l'avènement des Duvalier au pouvoir, amplifié par les ingérences impérialistes, ce qui n'a fait qu'accélérer jusqu'à ce déclin résultant de l'effondrement social et national d'Haiti.

Le gouvernement Martelly-Conille est un melting pot, une alliance des forces rétrogrades, pour contrôler le pouvoir dirigé contre les masses populaires, d'un coté, précisément, les forces féodales du macoutisme et de l'autre le secteur compradore pro-capitaliste américain, lié au secteur duvaliériste, nonobstant, les sentiments réactionnaires de Martelly.

Ce n'est pas sans raison que le président a choisi pour représenter au sein de son gouvernement l'aile dure des forces macoutiques, Thierry Mayard Paul en tant que ministre de l'Intérieur, et aux Affaires étrangères, Laurent Lamothe, lui-même représentant de la bourgeoisie patripoche; deux individus symbolisant les deux courants de la classe dirigeante qui luttent pour l'hégémonie politique dans le pays, quand le Premier ministre imposé par les Etats Unis, Garry Conille, lui-même représente à lui seul ces deux forces anti-changement.

Cet employé de Clinton, sorti de la moule du système capitaliste, fils de macoute, ayant baigné dans les eaux malsaines duvaliéristes ne peut avoir qu'une préférence toute naturelle pour la pègre, d'où son choix significatif d'avoir pour membre de son cabinet un duvaliériste notoire en la personne de Rony Gilot.

A ce carrefour, le tandem Martelly-Conille symbolise nettement l'entente et la solidarité entre ces deux forces au sein des classes dominantes que forment les féodaux et les compradores alliés des puissances néo-coloniales. La vérité dans tout cet amalgame est que, ces deux branches rivales, n'ont jamais eu de divergence fondamentale, sinon que toutes leurs luttes tournent simplement autour du contrôle du pouvoir.

L'affaire Belizaire et les réactions de l'Internationale sur la question de la création de l'armée viennent en un sens d'aiguiser les contradictions.

Pour contre balancer tout cela, le secteur de Martelly, en bon duvaliériste, commence à montrer ses dents en déployant ses ailes nationalistes comme chantage, face aux forces impériales, comme l'aurait fait un certain François Duvalier. A preuve, le cri de Jacmel de ce dernier comme référence concrète. C'est dans ce contexte, qu'on doit comprendre la décision de Martelly de se rendre à Cuba, à l'aube de son sixième mois au pouvoir.

En fait, l'intérêt que suscite le voyage à Cuba du président haïtien est considérable pour les cubains, d'autant que rien n'indiquait l'intention de Martelly d'entreprendre un tel périple. Beaucoup d'haïtiens ont été peut-être pris de court d'entendre la presse informer que le chef de l'Etat avait décidé de visiter aussi soudainement Cuba, vu que rien dans l'évolution récente de sa politique liée aux intérêts occidentaux ne semblait justifier un tel revirement pour ce déplacement. A ce compte, pourquoi donc a t-il choisi ce moment précis pour faire ce voyage ?

Comme à l'accoutumée ces voyages sont plutôt pour servir de chantage pour mieux soutirer de l'argent ou quelques miettes des mains des Etats-Unis, puisque c'est la même politique qu'avait effectuée René Garcia Préval à l'égard de Cuba et du Venezuela.

A ce stade d'incertitudes sur le voyage de Martelly à Cuba, l'on ne saura espérer grand-chose sinon qu'une sorte de pression afin que les Etats-Unis lui facilitent la tache de former sa milice rose, son prochain outil de répression, et après pour reprendre langue de plus belle avec son patron. Dans ce même ordre d'idées, devant le refus des diplomates des États-Unis, de l'Union européenne et du Brésil de ne pas vouloir débourser pour la nouvelle armée, il s'est exclamé « Qui vous a demandé de payer pour mon armée?» C'est le cas de dire gros vent, ti voile !

Si c'est d'une rébellion qu'il s'agit, Martelly doit faire beaucoup plus. S'il est réellement sincère, il devra commencer par demander le départ des forces occupantes, le non renouvellement de la Commission Intérimaire de Reconstruction d'Haiti que va diriger le duo Bill Clinton et Garry Conille.

Toujours en se contredisant, la semaine dernière, il avait déclaré « Ce que je vais annoncer, ce ne sera pas la mobilisation de l'ancienne troupe, ce sera un agenda, un plan de travail ». Qu'est ce qui lui est arrivé pour vouloir se dédire si vite ? Pourquoi change t-il de discours et d'idées comme on change de vêtements ? C'est du fait qu'il est sous diktat, sous d'intenses pressions. Ce n'est pas lui qui décide et dirige mais bien les forces occupantes. Voyez comment à Cuba il apporte un peu d'euphémisme à ce qu'il avait déclaré avant « *La remobilisation de l'armée ne constitue pas la priorité de l'heure* »

One ne saurait mieux cerner à quel point le régime est actuellement sur la défensive. Enfin ce voyage à Cuba de Martelly, est ce du chantage ou une posture de rébellion ?

Vive tension à Cornillon, 5 morts et 3 blessés

Par Jackson Rateau

Le mercredi 9 novembre dernier, du côté de Savann Bomb, Cornillon, Grand Bois, localité située à l'Est de la frontière haitiano dominicaine, 5 compatriotes haïtiens et un citoyen dominicain, ont trouvé la mort des suites d'un incident malheureux.

En effet, selon les explications du maire de Cornillon, Alix Bien-aimé, décrivant la scène, il s'agissait d'une bagarre issue d'un jeu de dominos, opposant des ressortissants dominicains à des citoyens haïtiens. Un compatriote du nom de Tony Lolamar qu'on dit être un aide policier, assisté d'un certain Tido ainsi connu, s'est servi de son arme pour calmer les bagarreurs. A son deuxième coup de feu, un dominicain fut mortellement touché d'une balle dans le dos. Ce dernier, ayant été rapatrié d'urgence dans son pays pour recevoir des soins médicaux, a rendu l'âme en route. Ainsi, les dominicains, rouges de colère, ont attaqué les haïtiens partout sur leur passage. Le maire Bien-Aimé, témoin oculaire étant, a porté les précisions suivantes : « Nous vivons une situation intenable du côté de Savann Bomb, en Haïti, près de Lasuca, section communale de la commune Descubierta, en République dominicaine. Depuis le mercredi 9 novembre dernier, une tension sans précédent règne au niveau de la frontière. Nous avons déjà perdu 5 haïtiens dont Gabriel Michel qui a laissé 6 enfants et une femme enceinte, Audite Bloniz, 32 ans, Daniel ainsi connu, Anil Dejoie surnommé Dieunou, 22 ans que nous avons trouvé mort avec une corde au cou. Accompagné des soldats dominicains, je suis à Marozo, en route pour rencontrer le capitaine dominicain, basé à Descubierta où je dois récupérer le cadavre de Dieunou…Depuis hier matin (vendredi), j'ai informé le délégué départemental de L'Ouest de la situation. Il m'a répondu qu'il lui est impossible de se déplacer sans avoir reçu l'ordre de son supérieur hiérarchique. Le député de Grand Bois m'a informé qu'il se démène pour trouver les représentants du gouvernement central qui doivent l'accompagner sur la frontière… Nous avons un marché binational, se trouvant dans la localité de 'Savann Bomb' sur le territoire haïtien et fonctionnant chaque mercredi.


Cornillon, Grand Bois, localité située à l'Est de la frontière haitiano dominicaine, 5 compatriotes haïtiens et un citoyen dominicain, ont trouvé la mort des suites d'un incident malheureux

Mercredi dernier, aux environs de 4 heures, les activités du marché allaient prendre fin quand soudainement, durant un jeu de hasard, surgit une bagarre entre les joueurs haïtiens et les dominicains. Un aide policier haïtien du nom de Tony Lolamar, accompagné de Tido, un autre aide, a sorti son pistolet 9mm, puis tiré. Il a prétendu l'avoir fait pour calmer la querelle. Un dominicain est touché dans le dos. On l'a transporté d'urgence vers un centre hospitalier malheureusement. il est décédé en route avant d'y arriver. C'est ainsi que les membres de la famille du dominicain, forts de 31 hommes, ont fait irruption dans la localité de Cornillon pour prendre leur vengeance sur nos compatriotes, vivant sur la frontière. Nous avons jusqu'à présent compté 5 cadavres et 3 blessés graves. Il est très possible qu'il y en ait d'autres… Jusqu'à ce matin (samedi), il n'y a aucune présence sur la frontière d'une quelconque autorité, issue du pouvoir central de Port-Au-Prince… A remarquer que, le commissariat de la PNH de Cornillon se trouve seulement à 5 KM de la frontière. Il n'y a même pas un seul policier sur place ».

Un juriste abattu au Carrefour Gérald Bataille

Le soir du vendredi 11 novembre dernier, au Carrefour Gérald Bataille, nord de Port-Au-Prince, Maître Briel Lagrandeur, un juriste affecté au Palais National, un des avocats faisant partie d'une délégation qui revenait de la Guadeloupe, a été froidement abattu par 2 bandits armés. Lagrandeur qui revenait d'un séminaire de formation tenu à La Guadeloupe, était accompagné de son confrère Maître Samuel Madistin. Aucune patrouille policière n'était remarquée dans la périphérie de l'incident, réputée « zone à risque », ce qui a rendu la tache facile aux meurtriers.


Maître Briel Lagrandeur, un juriste affecté au Palais National

Comme un élément de réponse à ce crime commis sur un de leurs membres, le Barreau de l'Ordre des Avocats de Port-Au-Prince, avait observé deux jours d'arrêt de travail (lundi 14 et le mardi 15 novembre). « Ce qui est arrivé hier soir m'est extrêmement étrange. Revenant de la Guadeloupe, nous sommes arrivés à l'Aéroport International Toussaint Louverture, il était 5 :40 heures. Nous étions dans la voiture de Maître Jeanty Dormé qui était venu nous chercher, maître Lagrandeur et moi. Au Carrefour Gérald Bataille, nous avons été pris dans un encombrement de la circulation. A ce moment, deux hommes nous ont approchés. L'un d'eux armé d'un pistolet calibre 9mm, nous a intimé l'ordre de ne pas bouger. Sans aucune résistance ou échange de propos, nous avons obtempéré. Le conducteur, Maître Jeanty s'empressait de sortir du véhicule et le bandit de tirer deux rafales, puis d'ordonner à son compagnon de s'emparer du sac qui contenait mon ordinateur portable. En dépit d'une foule de passants qui circulait au carrefour, les bandits sont partis calmement, à pied, sans inquiétude. Moi, je trouve assez bizarre que les bandits aient tiré, car, nous avions obéi, et il n'y avait aucune résistance ni échange de mots de notre part, surtout que nous n'avions absolument rien sur nous. Autre que le sac de mon ordinateur, ils n'ont rien pris. Tout au long du carrefour, il n'y avait pas même un seul policier. Ce que je déduis, c'est que Port-Au-Prince est une ville maintenant livrée aux bandits. Il n'y a ni patrouille, ni quadrillage de policiers dans les zones chaudes de Port-Au-Prince… »

Grave accident de circulation à Delmas, 4 morts, plusieurs blessés

Le soir du dimanche 13 novembre dernier, un grave accident s'est produit sur la route de Delmas à Port-Au-Prince, faisant 4 morts et plusieurs blessés. En effet, un minibus chargé, assurant le trajet Portail Léogâne/ Delmas, ainsi que deux véhicules, faisant partie de la compagnie SONY, couramment appelé OBAMA, se précipitaient dans une course folle, mettant en danger la vie des occupants. On a enregistré 4 morts et des blessés, tous des passagers du minibus. Selon le responsable de la Direction de la Police Routière, Will Dimanche, la police s'est lancée déjà à la recherche du chauffeur de l'autobus 'Obama', le principal auteur de ce malheureux accident, parti en cavale. « Hier dimanche soir, aux environs de 9 :30 heures, 2 autobus qui revenaient, en course vertigineuse, de Carrefour Aviation, en direction de Carrefour Nazon, se précipitaient follement vers cette dernière destination, dans le but de s'accaparer de beaucoup plus de passagers.

Malheureusement, l'autobus le plus gros a fini par écraser le minibus dont

le chauffeur et deux passagers sont morts sur le champ. Tandis qu'un 3e passager, gravement blessé a trépassé à l'hôpital. Maintenant, nous sommes à la recherche du chauffeur du bus. Ce type est un lâche. Un vilain homme qui n'est pas en mesure d'assumer sa responsabilité. Car, après avoir sciemment commis ce crime odieux, il lui fallait avoir le courage de rester pour les suites…Nous sommes à sa poursuite. Je suis sûr de l'attraper afin qu'il puisse répondre de ses actes devant la justice », a indiqué le responsable de la police. Il est grand temps que les autorités concernées dans le domaine des transports et de police routière prennent leur responsabilité.

Secousse sismique à Petit-Goâve

Le matin du lundi 14 novembre dernier, à 6 :53 heures locales, 11 heures 53 GMT, un séisme de magnitude 4.3 sur l'échelle Richter a légèrement secoué la ville de Petit-Goâve, située à 60 Km au sud de Port-Au-Prince. Selon l'Institut Américain de Géographie (USGS) et l'Unité Technique de Sismologie (UTS) basés à Port-Au-Prince, l'épicentre du séisme a été localisé à 3.8 Km à l'Ouest de Petit-Goâve.

La population encore sous le choc de cette séquelle du tremblement de terre du 12 janvier 2010, était en émoi. « Ce matin, aux environs de 8 :30 heures, suite au tremblement de terre, une de nos élèves, est tombée en syncope. Nous étions dans l'obligation de l'emmener chez elle. A notre retour, nous avons parlé à nos élèves, les avons calmées un peu. Ainsi, nous continuons à travailler dans le calme… », a indiqué le directeur du Lycée Faustin Soulouque de Petit-Goâve, Louis Frantz Batista.

Découverte d'un réseau d'esclavage sexuel en Dominicanie

Dans la nuit du mardi 8 novembre dernier, la police dominicaine a annoncé avoir découvert à Santiago, la 2e ville dominicaine et à Dajabon, une ville frontalière, un réseau de prostitution et de pornographie infantile dirigé par des corrompus allemands et dominicains. Des fillettes haïtiennes de 10 à 15 ans sont asservies dans ces bordels en Dominicanie à pratiquer l'esclavage sexuel. Deux patrons responsables du réseau dont un allemand et un dominicain ont été écroués dans le cadre de cette affaire. Un autre allemand impliqué dans ces actes répréhensibles, est activement recherché par la police et la justice dominicaines. Le ressortissant allemand répondant au nom d'Alexandre Louis Manao, 53 ans, a été appréhendé par la police locale dominicaine lors d'une perquisition dans sa résidence à Loma de Cabrero, une province de Dajabon, alors qu'un mandat d'arrêt contre cet escroc a déjà été décerné par la juge Anna Virginia Sofia Rodriguez dans la juridiction de Montecristi. Le pervers allemand, Louis Manao est accusé d'avoir des relations sexuelles avec des fillettes haïtiennes âgées de 10 à 15 ans, vivant à proximité de la frontière nord dominicaine et de promouvoir la pornographie infantile.

Des accessoires de sexe tels stimulants sexuels, bijoux de jeune fille, CDs et DVDs pornographiques, camera, téléphones portables, trouvés chez le dépravé, ont été confisqués. Une dépravée dominicaine, Tania Taveras a été ligotée par la police lors des opérations, puis condamnée à purger une peine de 3 mois d'emprisonnement comme mesure conservatoire.

PNH : Où se trouve l'étudiant Onald Auguste ?

Par Yves Pierre-Louis

Depuis le 31 Octobre 2011, l'étudiant finissant en sociologie à la Faculté des Sciences humaines, de l'Université d'Etat d'Haïti (UEH), Onald Auguste âgé de 31 ans a disparu dans la zone de Martissant, sud de la capitale. Ce jour-là, il rentrait chez lui, revenant d'une petite fête. Il a appelé chez lui pour demander de lui laisser la porte ouverte. Il arrivait sous peu. Environ 15 jours après, il n'est jamais revenu, on n'a jamais entendu parler de lui.

Malgré toutes les recherches effectuées au niveau des commissariats de Police, dans les hôpitaux et partout ailleurs, on ne l'a jamais trouvé et il n'a encore donné aucun signe de vie. Après plusieurs rencontres, les étudiants de la FASCH ont décidé à l'unanimité d'organiser un ensemble d'activités en vue de sensibiliser le grand public et informer les autorités judiciaires et policières sur la disparition de leur camarade. Selon des informations concordantes, l'étudiant Onald Auguste aurait été pris en filature par la Police dans les environs du quartier populaire de Martissant. Lors, la police accompagnée des soldats de la Minustah menait une opération appelée « Operasyon grenn kraze » dans le sud de la capitale.

Face au mutisme des autorités policières du pays sur la mystérieuse disparition d'Onald Auguste, des centaines d'étudiants ont participé à une marche pacifique pour exiger des explications claires sur la disparition de leur collègue. La marche a démarré au local de la Faculté à la rue Christophe aux environs de 10h30 du matin. Les étudiants, pancartes et photos de la victime en mains à la recherche de la solidarité d'autres camarades, ont frappé aux portes de plusieurs autres entités de l'UEH : IERAH, INAGHEI, Faculté médecin, Ecole Normale Supérieure, Faculté Ethnologie. Les camarades d'Onald Auguste ont demandé aux autres étudiants d'apporter leur solidarité à la victime afin que la Police Nationale d'Haïti puisse dire son mot.



Des centaines d'étudiants ont participé à une marche pacifique pour exiger des explications claires sur la disparition de leur collègue Onald Auguste

En sortant de la Faculté d'Ethnologie, les manifestants ont poursuivi leur parcours passant devant le commissariat de Port-au-Prince à la rue Légitime, au Champ-de-Mars où ils ont lancé des propos hostiles à l' encontre de la Police Nationale d'Haïti et les soldats des forces d'occupation de l'ONU, la Minustah présents devant le Commissariat : « La Police a fait disparaître Onald Auguste lors d'une opération « Grenne kraze » au niveau de Martissant. Lapolis se tchoul boujwa, Aba Minustah-Kolera. Mario Andresol kote Onald Auguste, djòb lapolis se touye moun. Lapolis te anonse yon operasyon kraze grenn ak 1500 plisye ak plizyè santèn sòlda Minustah e se nan operasyon sa a yo disparèt etidyan, Onald Auguste. »

Les manifestants ont longé la rue Capois en direction nord, passant par Lalue, Avenue Christophe, rue Charles Summer pour arriver devant les locaux du Ministère de la Justice et de la Sécurité publique où ils ont brusquement franchi la barrière principale. La situation menaçait de tourner au vinaigre, lorsqu'un agent de sécurité du dit ministère, vêtu d'une chemise blanche, a tiré son arme et l'a pointée sur les manifestants. Après quelques minutes d'échanges serrés, un autre agent le contraignait de rentrer à l'intérieur du Ministère et les manifestants ont poursuivi à nouveau leur parcours en empruntant l'avenue Christophe pour se rendre à la Faculté des Sciences Humaines où s'est terminée la marche pacifique.

En moins d'un mois deux étudiants de la FASCH ont été victimes d'actes de criminels à la capitale. Le dernier c'est le cas d'Onald Auguste, étudiant finissant en sociologie, disparu depuis le 31 Octobre 2011, sans laisser de traces. Les étudiants ont exigé des autorités des explications sur cette disparition. Ils ont également demandé la solidarité de leurs camarades à l'UEH. La situation d'insécurité qui sévit ces derniers jours dans les zones métropolitaines de la capitale soulève des inquiétudes dans toutes les familles haïtiennes, dans toutes les couches sociales victimes de la résurgence d'actes d'insécurité.

Michel Martelly à Cuba!



Au centre le président Michel Martelly et le vice-ministre des Affaires extérieures cubain, Rogelio Sierra Diaz

Par Mona Peralte

Ce mardi 15 novembre 2011, le président haïtien imposé par la Communauté internationale est arrivé à Cuba, pour une visite de 3 jours. Il est accompagné de son ministre des Affaires Étrangères et des Cultes, Laurent Lamothe, du Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle, Réginald Paul, de celui de l'Agriculture des ressources naturelles et du Développement Rural, l'Agr. Hébert Docteur, Joseph Ronald Toussaint, de l'Environnement, Hervé Day de la Planification et d'autres personnalités politiques du pays.



Le président de la Chambre des Députés Sorel Jacinthe



Le président du Sénat, Rodolphe Joazil

La délégation Haïtienne a été reçue à la Havane à l'aéroport international Jose Marti par le vice-ministre des Affaires extérieures cubain, Rogelio Sierra Diaz, et l'ambassadeur haïtien accrédité à la Havane, Jean Génëus.

L'un des avions de la délégation haïtienne qui transportait des fonctionnaires du gouvernement a eu une panne technique. Selon Damian Merlo, l'avion turbopropulseur avait des problèmes au niveau du câblage dans le système de climatisation, ce qui a expliqué son atterrissage en urgence à Camaguey, pas à la Havane.

Cependant, la vraie question à se poser est bien celle-ci, quel vent a poussé la barque de Martelly vers les rives de l'île socialiste ? Car depuis sa campagne électorale et même avant son installation comme président, il a visité beaucoup de pays, alors que Cuba et le Venezuela tout près de nous n'étaient pas sur sa liste. L'on se demande même si on ne lui avait pas conseillé de ne pas se mettre les pieds dans ce pays qui n'acceptent de diktat de quiconque. Cuba est libre comme le peuple cubain est libre sous la direction de dirigeants conséquents et qui veillent à la bonne marche de leur pays.

En fait quel est l'objectif réel de cette visite officielle ? Selon les déclarations officielles du régime au pouvoir en Haiti, c'est pour renforcer les relations bilatérales, les liens de coopération traditionnelle entre Haïti et Cuba tout en dégageant de nouvelles pistes de coopération.

Le président Martelly a profité de sa visite à Cuba pour dénoncer l'embargo des Etats-Unis sur le pays socialiste et a souligné le dernier vote d'Haïti à l'ONU contre le blocus : *« Cela ne fait pas de sens. Haïti a plaidé la cause du peuple cubain en votant pour que soit levé ce blocus »*. Mais comme Martelly se contredit souvent, il prouve qu'il n'est pas maître de ses pensées. Il se peut qu'à son retour en Haiti, il démente tout ce qu'il avait dit contre les Etats-Unis à Cuba.

Par ailleurs, nous saluons le courage des présidents des deux chambres du parlement haïtien qui n'ont pas accompagné le président Michel Martelly à Cuba. Le président du Sénat, Rodolphe Joazil et Sorel Jacinthe président de la Chambre des Députés ont décliné l'invitation du chef de l'état à faire partie de l'importante délégation qu'il conduit dans la plus grande île des Antilles jusqu'à ce que une réponse en bonne et due forme soit donnée à l'Exécutif à propos de sa forfaiture contre le pouvoir législatif au cours de l'affaire Martelly Belizaire. Le Président Martelly sera de retour le 17 Novembre la veille de l'anniversaire de la bataille de Vertières.

Qu'est-ce qui provoque la montée de l'insécurité en Haïti ?

Par Isabelle L. Papillon

Depuis des mois, une vague d'insécurité récurrente a frappé aux portes de toutes les catégories sociales haïtiennes. Des victimes ont été quotidiennement enregistrées dans presque tous les secteurs de la vie nationale où même les responsables de la sécurité n'échappent pas à la règle. A la fin du mois d'Octobre et au début du mois de novembre, le phénomène de l'insécurité, du banditisme ou de la criminalité a monté d'un cran sans précédent. Des policiers, élèves, étudiants, avocats, commerçants, simples citoyens, tous sont victimes des actes de criminalité qui sévissent dans la banlieue de la capitale. Le 21 Octobre dernier, Jean-Claude Louis Jean, alias John a été enlevé à l'avenue Christophe et malgré le versement d'une rançon de 100,000 dollars, il n'a jamais été libéré.

Dix jours plus tard, le 31 Octobre, Onald Auguste, étudiant finissant en sociologie à la Faculté des Sciences humaines de l'Université d'Etat d'Haïti (UEH) est disparu au niveau de Martissant, Sud de la capitale. Les étudiants de la Faculté des Sciences humaines annoncent un ensemble de mobilisation en vue d'essayer de trouver où se trouve leur collègue. Le mercredi 9 Novembre dernier, suite à une réunion des étudiants sur la disparition de Onald Auguste, ils ont décidé d'organiser une conférence de presse à l'avenue Christophe où le délégué des étudiants de la FASCH au Conseil de l'université, James Beltis a déclaré : « A minuit, Onald Auguste appelle chez lui pour lui dire de laisser la porte ouverte, il va rentrer dans quelques instants. Jusqu'à présent, on n'a pas de nouvelles de notre camarade. On l'a recherché partout, mais en vain. Le mercredi 9 novembre 2011, une lettre accompagnée de la photo de l'étudiant a été envoyée aux différentes instances concernées, entre autres, le Conseil Supérieur de la Police National (CSPN) et la Direction générale de la Police Nationale (PNH) pour les informer de la disparition de notre collègue », a indiqué James Beltis.

Les étudiants demandent également au rectorat de l'Université d'Etat d'Haïti de contraindre les autorités judiciaires et policières à prendre toutes les dispositions nécessaires en vue de déterminer les circonstances de cette disparition. Ils exigent immédiatement l'ouverture d'une enquête.

Le vendredi 4 Novembre, Molando Bazile âgé de 16 ans, un écolier a été kidnappé sur le chemin de l'école par des ravisseurs dans la banlieue de Pétion-Ville. Malgré une forte somme versée, le petit Moldando a été tué et son cadavre retrouvé sur une pile de fatras deux jours après, à Mayotte, nord de Pétion-Ville.

Dans la nuit du mercredi au jeudi 10 novembre 2011, l'inspecteur de police, Joël Coffy âgé de 45 ans a été abattu d'au moins 4 balles des bandits qui s'étaient introduits par effraction dans sa résidence située à Santo 19, en plaine. L'inspecteur Coffy était affecté à la Direction centrale de la Police Administrative (DCPA). Il était précédemment l'un des responsables de la sécurité de la Primature. Le porte-parole adjoint de la PNH, Gary Desrosiers a confirmé cette information, mais il n'a assez d'information précisant les circonstances dans lesquelles l'inspecteur a été assassiné. Il a de plus indiqué qu'un juge de paix et la police scientifique étaient là sur place, pour relever des indices dans le cadre de l'ouverture d'une enquête.

Rappelons, le lundi 31 Octobre écoulé, Luckner Sylvain, un policier affecté à l'unité de Sécurité présidentielle, au palais national a été assassiné à l'avenue Pourpelard, nord de Port-au-Prince par des bandits armés, vers la fin de l'après-midi.

Le vendredi 11 novembre, un véhicule transportant 3 avocats de l'aéroport international, Toussaint Louverture à leur résidence, arrivé au Carrefour Gérald Bataille, au bas de Delmas 33, a été intercepté par des bandits armés qui ont intimé l'ordre aux occupants de se mettre haut les mains. Après les avoir dépouillés de leurs bagages, ils ont tiré à bout portant sur la personne occupant le siège à droite du

Suite à la page (15)

En marge d'une lettre de René Dépestre à Rodney St Eloi

Par Fanfan La Tulipe

René Dépestre est, on le sait, un grand écrivain. Il a traîné sa bosse politique et intellectuelle un peu partout à travers le monde, en France, en Tchécoslovaquie, à Cuba avant et après la Révolution cubaine, en Italie, en Autriche, au Chili, en Argentine, au Brésil, au Vietnam, en Union soviétique, en Chine. Il ne s'est jamais considéré en exil, se décrivant comme un «nomade aux racines multiples», un « homme-banian » – allusion à «cet arbre sacré du boudhisme dont les racines ont la faculté, après une première poussée en un tronc unique, de redescendre à la terre nourricière, pour s'assurer d'autres successives remontées à la lumière» – ou encore un « géo-libertin ».

«Géo-libertin»? A mon sens, Dépestre serait plutôt, du moins depuis qu'il a laissé Cuba, un «géo-cabotin», un «homme-*tenten*» pour avoir goûté à toutes les sauces et vinaigrettes politiques, et pour les avoir rejetées toutes. En somme, Dépestre est devenu, je dirais, un «Monsieur Ex»: ex- jeune militant d'une Ruche quarante-sixarde, ex-défenseur de la négritude, ex-défenseur des mouvements de décolonisation, ex-stalinien**,** ex-communiste, ex-marxiste, ex-défenseur de la révolution cubaine, ex-anti-impérialiste, ex-antinéocolonialiste, ex-nationaliste. Assagi par cette longue expérience «ex-iste», Dépestre continue d'exister, et même continue d'être «*un cubano más*». Brrrr !

Pendant une bonne partie de sa vie, Dépestre a vécu à l'odeur du fricot ré volutionnaire, d'abord à l'arôme stalino-européen, ensuite au parfum castro-caraïbéen. Et pendant tout ce temps, prétend-il, il ne s'est jamais senti en exil (drôle d'individu), laissant ainsi croire qu'il a bien côtoyé, quoique de loin, le vécu social et le réel politique haïtiens. Pourtant, ce n'est pas à travers ses romans, sauf une exception, qu'on peut avoir une certaine vision de la société haïtienne, de son devenir. On est loin de nos deux Jacques, Roumain et Alexis, loin de prédécesseurs comme Fernand Hibbert par exemple.

Dépestre n'écrit pas que des romans, n'écrit pas que de la poésie, une poésie étincelante du reste. Dépestre opine aussi, il émet des opinions, des avis sur la dynamique sociale, politique d'Haïti, sur ce qu'il faudrait faire, car presque chaque Haïtien détient la formule sésame qui donne accès à la meilleure gouvernance possible pour sortir Haïti du trou dans lequel on l'enfonce de plus en plus, surtout s'il est un intellectuel averti. A entendre Dépestre opiner, les causes de «notre» échec, l'échec des régimes qui se sont succédé depuis *dikdantan*, seraient internes. Mais il ne faut pas s'attendre à entendre l'auteur d'Etincelles évoquer la responsabilité de la France ex-coloniale et de l'Europe capitaliste qui ont tenu notre pays en échec depuis le Pont-Rouge, et surtout l'écrasante responsabilité de l'impérialisme *meriken* depuis 1915 après avoir fait main basse sur notre or et formé un corps militaire tout à sa dévotion pour protéger les intérêts du grand capital et tenir les masses en respect.

Malgré sa très belle formation intellectuelle, malgré ses «frottements» avec le marxisme et le socialisme, malgré l'évidence d'une lutte de classes depuis l'expérience lumumbiste jusqu'à celle de la Révolution bolivarienne, malgré qu'il ait lu les textes de Fanon ou de Cabral, Depestre a arrêté depuis belle lurette de se rendre compte que ce sont les classes dominantes, les bourgeois du bord de mer exportateurs-importateurs, les grandons, les *ti lolit* et *gwo lolit* détenteurs des richesses du pays qui se mettent en travers de toute évolution positive, ascendante, en Haïti, soit par égoïsme de classe, soit par cupidité, soit encore par un appétit débridé de pouvoir. Ce sont eux les responsables, les coupables, pas « les Haïtiens » en général, comme beaucoup se plaisent à le dire.

Dans son livre «Le métier à métisser», René Depestre fait grand étalage de son savoir littéraire, de sa «*culture érotique qui est fidèle à Eschylle*» et de son «*identité-multiple*» qui l'a protégé de «*l'expérience douloureuse de l'exil*», contrairement à nombre d'Haïtiens en diaspora. Il n'a pas «*vécu une expérience de deuil ou de nostalgie doloriste*», protégé par la magie poético-dramatique de son écriture, une permanente «fête créole» à laquelle peuvent s'inviter seuls les intellectuels et les notables. Une fête créole en plein Lézignan-Corbières, une fête aussi de «*la francophonie, en réseau de racines complémentaires qui protègent mon identité de toute dérive nationaliste…*» Dans ce décor lézignanais, on chercherait en vain les masses haïtiennes livrées à elles-mêmes, abandonnées des «intellectuels aux fines mains versées dans l'art des mots sonores», des discours pathétiques, savants, ronflants, presque inutiles.

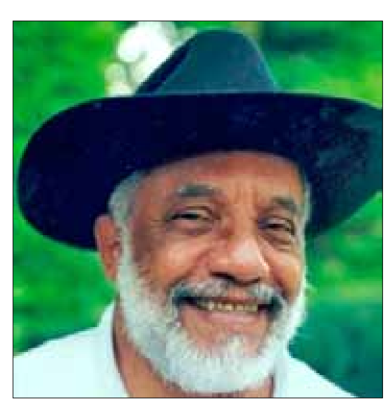
J'ai dû faire ce détour identitaire-multiple, créolo-francophono-dépestrien pour en arriver à cette lettre de Dépestre à Rodney St Eloi. Dépestre est manifestement fasciné par ce «Il faut inventer l'espoir à l'horizon. Il faut aussi une colère coup de poing. Des orages pour déficeler toutes les impostures» de St Eloi qui poursuit :« Les jeunes ont besoin d›un manifeste d›espoir. Ils ont besoin des étincelles du jeune Dépestre…» Une citation qui à la fois gonfle l'ego et le zizi de Dépestre et vient réaffirmer le naturel dépestrien à «réinventer la langue» par «pure recherche esthétique». Mais des étincelles du jeune, fougueux, rebelle Dépestre, il n'est resté que la morte virilité politique «*d'un poète atteint par le vieil âge d'homme*» qui a trahi le socialisme, qui n'a plus le courage de dire aux jeunes, aux masses que c'est bien grâce à la dialectique marxiste et à un socialisme non trahi par les Staline, Thorez, Jikov, Caucescu, Brejnev et autres que nos jeunes générations avides d'étincelles pourront faire de vraies percées dessaliniennes pour assurer la libération des catégories sociales opprimées.

La révolution dont rêvait le jeune Dépestre n'est plus à l'ordre du jour comme à Cuba, au Venezuela ; en Equateur, en Bolivie, au Nicaragua où les forces populaires essaient de donner chair à ce mot dessalinien, martien, castriste : révolution. En ces temps moroses sinon morbides de mondialisation, le mot du jour semble être «culture». N'est-ce pas l'un de ces intellectuels de la trempe de Dépestre qui disait bêbêtement au lendemain du tremblement de terre du 12 janvir 2010 que «la culture sauvera Haïti». Ausi, le mot culture revient sept fois dans cette lettre de Dépestre : forces culturelles, mouvement transculturel, réalités culturelles, nation culturelle, états généraux de la culture, homme de culture, femmes et les hommes de culture .

Obsédé par la force bancale d'une intelligentsia haïtienne incapable de donner le bras aux organisations populaires conséquentes, incapable de joindre les masses populaires d'un peuple qui se bat malgré une misère «chlorox» au ventre, Dépestre donne allègrement dans cette «verbosité qui donne mal au coeur» (merci Franck Laraque). Lisez :*"… le souci des élites intellectuelles du XXI[e] siècle d'assurer le triomphe de conceptions alternatives à l'ethnohistoire impériale et «raciale» qui devait surdéterminer pour le pire la complexité dramatique des affaires humaines*." C'est quoi ce *bouyivide* de mots pompeux, ronflants ?

Voilà un Dépestre ingrat envers la Révolution et le peuple cubains qui l'ont accueilli à bras ouverts, un Dépestre qui a sciemment fermé les yeux sur le *masuife* que font monter les administrations états-uniennes depuis 50 ans à la Révolution cubaine, sur tous les attentats criminels contre Cuba encouragés et fomentés par la CIA, sur les réalisations extraordinaires de l'île de Martí dans le domaine de la santé et de l'éducation, sur l'aide cubaine fraternelle apportée à Haïti et à tant d'autres pays du Sud, sur l'obstination des Etats-Unis à maintenir un embargo criminel contre Cuba malgré les multiples résolutions de l'Assemblée Générale des Nations Unies approuvant la levée de cet embargo appliqué par les Etats-Unis depuis plus de 50 ans contre Cuba, voilà donc ce Dépestre qui vient demander à une kyrielle d'intellectuels traîtres à la mémoire de **Dessalines** et des autres Pères de la patrie, le 1[er] janvier 2004, de «*prendre à bras-le-corps les initiatives adéquates à la reconstruction et à la refondation de leur société sinistrée*».

A qui Dépestre demande-t-il cette audace et cette force samsoniennes ? A


René Dépestre

des intellectuels de salon et de plateaux de télévision, «*intellectuels d›Haïti (écartelés peut-être par les faux et inutiles débats issus des haïtiâneries du passé) [qui] ont échoué jusqu›ici à organiser sur les gravats et sur les traumas du séisme un mouvement démocratique déterminé à refondre, outre les infrastructures, les institutions, les mentalités politiques, les idiosyncrasies aux abois, les imaginaires humiliés, tout un patrimoine spirituel haïtien en danger*». Comment le pourraient-ils ? Ils en sont incapables. Et puis, c'est quoi des «*idiosyncrasies aux abois*» ?

Dépestre à travers des vers teintés, foncés, voit (*malman*) une pléiade d'intellectuels «*décidés à témoigner et à agir», à travers une «mobilisation des Haïtiens autour de la double tragédie (naturelle et sociale) qui frappe Haïti*» . Qui sont-ils ? Saint-Eloi, Lyonel Trouillot, Dany Laferrière, Yanick Lahens, Marvin Victor, Dalembert, Emmelie Prophète, Castera, James Noël, Métellus, Bloncourt, Claude Moïse, Frankétienne, Laënnec Hurbon, Gary Victor, Joël des Rosiers, Raoul Peck, Kettly Mars, Arnold Antonin, Jean-Claude Fignolé et autres comparses GNBistes – bon nombre d'entre eux d'humble origine sociale – , qui ont accepté de pactiser avec des mercenaires, avec l'étranger, avec les forces d'argent occultes internationales, avec les gros bourgeois des hauteurs (qui ne les auraient jamais fréquentés n'était-ce leurs titres d'intellectuels), pour déstabiliser un gouvernement légitime (sans doute avec des dérives) qualifié de «pouvoir usurpé» faisant montre de «dérive totalitaire».

Voyez par contre les périphrases et euphémismes utilisés par Dépestre pour absoudre de fait le pouvoir vraiment usurpé de Martelly :«*un mardi gras, apparemment «constitutionnel», concocté à la hâte par des stratèges et des thérapeutes de salons onusiens, a surgi des urnes de l'aveuglement humain*». Pourquoi cette honteuse dérobade ? Pourquoi Dépestre ne convie-t-il pas **ses** pareils GNBistes à monter au créneau, dénoncer la «sélection» de Martelly par le Blanc ? Pourquoi ne les engage-t-il pas à sortir un autre «Collectif NON» pour dénoncer et combattre une dérive totalitaire martellyste déjà amorcée? Mais non. Personne ne veut perdre ses entrées et sorties, ses petits ou grands privilèges auprès de certaines ambassades. Personne ne veut perdre un visa permanent de sortie du pays *pou jou sa ta vire mal*. Tout le monde cherche à se présenter sur les plateaux français de télévision, en quête de plus de prestige, en quête de pistonnage pour un Goncourt, un Renaudot, un Fémina, ou un Médicis. *Afè nèg pa piti*, c'est leur *janm kanson* qui les serre un peu trop.

On n'aurait pas tellement voulu à Dépestre d'avoir fait appel à ces intellectuels pas du tout enclins à joindre la lutte des masses, pour sauver la nation. On sait bien que nombre d'entre eux sont attirés par le mirage des facilités morales et matérielles, les «frottements», les possibilités de flairer les aisselles de tel ambassadeur que leur offre le monde bourgeois. Plutôt, on en veut à Dépestre d'avoir écrit :« *En matière d'ingérence militaro-humanitaire* [*sic*], *des interlocuteurs haïtiens valables devraient être en mesure d'orienter politiquement la Minustah, les ONG, les troupes étrangères, tous les organismes mandatés par l'ONU, afin que l'aide internationale accourue comme jamais au chevet d'Haïti cesse d'être discréditée par* ***une opinion publique égarée qui la perçoit à tort comme une force ennemie d'occupation***» (souligné par nous). Oh non ! Abominable. Au métier à métisser les trahisons et les désertions, il faudrait décerner à Dépestre un Goncourt de l'iniquité .

A grosses gouttes de honte, le comble de l'indécence de Dépestre dégouline de cette ignominieuse phrase: «*les pouvoirs délétères qui sabotent impunément l'aide internationale et les aspirations du peuple sinistré d'Haïti à la démocratie et aux douceurs de la paix et de la culture, ce ne sont ni la Minustah, ni les ONG, ni la présence des militaires nord-américains de Barack Obama et de Bill Clinton*». Incroyable mais vrai : la trahison

Suite à la page (16)

Martelly / Conille, eske antant la posib ?



Alapapòt n ap di nan ka Martelly ak Conille, zafè « cohabitation » an pa ka jwe

Nan sousi pou diminye pouvwa prezidan an ki nan tout istwa peyi a toujou gen tandans tounen diktatè, Konstitisyon 1987 mouvman sosyal 1986 la te akouche te vin bay palmantè yo, senatè ak depite, plis pouvwa. Konsa konstityan yo te chwazi yon modèl ak 2 tèt pou egzèse pouvwa egzekitif la : prezidan an kòm chèf leta a, premye minis lan kòm chèf gouvènman an. Atik 136 Konstitisyon an di aklè prezidan an se chèf Leta a. Wòl li se veye pou tout moun respekte konstitisyon an, veye sou bon fonksyonman enstitisyon leta yo, fè pouvwa piblik yo mache kòmsadwa, pou Leta a kapab toujou rete Leta. Kanta pou premye minis lan, atik 155 lan di li se chèf gouvènman an ki fòme ak premye minis lan, minis yo epi sekretè deta yo. Wòl premye minis la defini nan atik 159 Konstitisyon an ki ba li reskonsablite fè egzekite lalwa. Li reskonsab tou defans nasyon an, nan tèt ansanm ak prezidan Repiblik la. Kidonk li klè dapre Konstitisyon 1987 la, prezidan an se chèf Leta a ki la pou veye sou bon mach enstitisyon yo. Alòske premye minis la se chèf gouvènman an, li la pou tabli, egzekite epi fè egzekite politik jeneral gouvènman an. Li chwazi minis ak sekretè deta yo ak konsantman prezidan Repiblik la.

Tout dispozisyon sa yo montre amoni ki dwe egziste ant 2 tèt ki konpoze Pouvwa Egzekitif la pou fasilite reyalizasyon plan ak pwogram politik pou devlopman peyi a. Nan sans sa a anpil kesyon ap poze nan lari a jodi a sou posiblite « cohabitasyon » prezidan Martelly ak premye minis Conille.

Alapapòt n ap di nan ka Martelly ak Conille, zafè « cohabitation » an pa ka jwe. Genyen « cohabitation », se lè yon prezidan oblije gouvène ak yon gouvènman ki pa pataje menm liy politik ak li. Yon « cohabitation » politik sipoze egzistans 2 vizyon politik diferan, depaman k ap twoke kòn youn ak lòt. Tout moun konnen tout manm gouvènman sa a se Martelly ki chwazi yo. Conille pa menm genyen yon minis ki ta moun pa li dirèkteman nan gouvènman an. E se pa prezans 3 minis Inite yo nan kabinè a ki ta vin kontrebalanse tandans lan, lè nou konnen se pa okenn vizyon politik diferan ki esplike chwa 3 minis sa yo, se yon kesyon djòb ak pouvwa k ap regle.

Sa pou nou konprann, prezidan Martelly ak premye minis Conille se 2 kabrit tomazo ki soti nan yon menm fanmi politik ki se kan makout divalyeris la. Anplis, tou 2 se pyon yon sèl mèt k ap pote yon menm pwojè politik, pwojè politik enperyalis la. Diferans ant yo 2 a chita nan lefèt Martelly plis mare ak CIA, sektè ekstrèm dwat pati repibliken ameriken an, sektè dwòg ak mafya nan peyi Dominiken, alòske Conille plis lye ak vizyon divès sektè pati demokrat ak Depatman Deta nan peyi meriken.

Yon kote, nou tande premye minis Conille ki rive la ak gwo benediksyon kominote entènasyonal la, espesyalman meriken, nan dokiman politik jeneral li pale sou yon « pacte bien vivre ensemble ». Lide « pacte » sa a ta montre dispozisyon li ta genyen pou deplòtonnen yon politik tètansanm ant egzekitif, palman ak sosyete sivil pou kreye yon klima favorab pou egzekisyon pwojè enperyalis la andous nan peyi a, kote tout sèktè lavi nasyonal la ta kapab enplike. Natirèlman « pacte » sa a pa pran ankonsiderasyon patisipasyon ak enterè reyèl sektè popilè ak pwogresis yo ki an kontradiksyon lèt ak sitwon ak enterè epi vizyon estratejik enperyalis la. Se pito yon « pacte » pou reponn a swaf rezilta enperyalis la ak miltinasyonal yo ap tann jodi a pou satisfè apeti kapitalis yo.

Yon lòt kote, Prezidan Martelly ap pale tou sou bò pa l de rekonsilyasyon nasyonal. Anreyalite, se yon blòf, yon kouvèti pou chache reyabilite, remete makout divalyeris yo sou moun jiridikman ak politikman nan peyi a. Se pa pou ryen nou wè prezidan an antoure l ak yon latriye makout divalyeris nan tout koulwa pouvwa a ak administrasyon piblik la. Se chimen li pran pou eseye byen chita pwojè diktati fachis li a nan kè tout enstitisyon yo. Se sa l ap chache nan seri vizit « rekonsilyasyon » l ap fè kay ansyen prezidan yo. Li vle pran tout moun lage yo nan menm sakpay makout la. Yon demach konsa se konsekrasyon absoli sistèm enpinite a, kòmkwa 30 lane krim Divalye yo pat anyen.Yon inisyativ ki pa deranje deplòtonay pwojè enperyalis la nan peyi a jodi a. Okontrè …/…

Kidonk, li klè pa genyen yon kontradiksyon fondalnatal ki separe prezidan Martelly ak premye minis Conille. Yo tou 2 nan sèvis yon sèl e menm mèt, enperyalis la. Yo chak nan mannyè pa yo ak estil pa yo. Sepandan, li klè lang ak dan konn gen kont. Sitou lè pa gen metriz sou tout wouaj ak anviwonman yo. Nan sans sa a viv ansanm nan kapab difisil ant Martelly ak Conille.

Vizyon Martelly sou kesyon rejim politik, kòm ansyen manm FRAP, pa kapab menm ak vizyon Conille kòm ansyen fonksyonè ONU ki kwit nan moul diplomasi ak politik newoliberal gwo pwisans enperyalis yo. Sa enpòtan pou nou retni, menm lè nou konnen tou 2 nèg yo pataje yon orijin makout komen. Kidonk kapab toujou gen gwo divèjans ki ka pwovoke gwo chòk nan rapò 2 nèg yo, sitou lè w annafè ak yon prezidan tankou Martelly ki pa gen okenn respè pou okenn nòm ak prensip kòrèk.

Men nou pa dwe janm bliye, an dènye rekou, lè 4 soti pou mare 3, enperyalis la rete mèt jwèt k ap jwe ant 2 tèt ki nan Pouvwa Egzekitif la. Raple nou, nèg yo pa mèt tèt yo, menm lè yo kapab genyen maj mannèv pa yo. Lòt eleman enpòtan nou pa dwe janm bliye, mas popilè yo deyò jwèt makawon sa a. Jwèt la ap dewoule kont enterè yo e anfinal se yo ki gen pou peye po kase a, kit parapò pwojè diktati fachis Martelly a ki mete anperil tout gany demokratik mas popilè yo rache nan batay yo depi 1986, kit se parapò pwojè newoliberal Conille gen misyon pou l vin ranfòse nan peyi a nan non enterè pwisans enperyalis yo ki riske vin lage mas yo ak nasyon an anjeneral nan plis mizè ak plis depandans ekonomik, politik, sosyal ak kiltirèl.

Kidonk evite antre nan fo deba « cohabitation » ki ta vle fè kwè genyen yon kontradiksyon fondalnatal ki ta opoze 2 tèt pouvwa egzekitif la. Fòk nou rann nou kont diktati fachis Martelly vle enstore a kapab matche trè byen ak ranfòsman politik newoliberal Conille pral chache aplike a pou maspinen mas popilè yo lè yo pral kanpe rele anmwe kont esplwatasyon ak lamizè sistèm kapitalis la pral miltipliye.

Sa ki dwe enpòtan pou sektè popilè ak pwogresis yo, pou tout militan ak tout moun ki konsyan nan peyi a se antre nan pwosesis konstriksyon kan pèp la, lè na pran inisyativ toupatou nan peyi a pou mete kanpe yon mouvman sosyal fò, solid pou nou ka rive gen kapasite pou fè faskare ak kowalisasyon fòs enperyalis yo ak fòs reyaksyonè diktati fachis yo ki menase egzistans nou jodi a nan peyi a.

Koulin Volim 1, # 4 Oktòb 2011

Rankont Michel Martelly ak René Préval



Martelly ak Preval nan Palè Nasyonal la

Nan menm kad pou rekonsilye tout pitit peyi a ak tou pou pwofite eksperyans ansyen chef leta yo, prezidan Martelly te al vizite René Préval lakay li Laboul, piwo Petyonvil.

Nouvo ak ansyen prezidan yo te chitapale sou pwoblem wout, elektrisite ak edikasyon ki se, dapre yomenm, priyorite nasyonal.

Apre sa, Michel Martelly ak tout madanm li Sophia te envite René Preval akonpaye yo nan Palè Nasyonal pou al konstate kòman travay reparasyon yo ap mache yon fason pou Palè a retounen kanpe pou yo ka fonksyone kòmsadwa. Preval, bò kote pa l, te kontan demach prezidan an e li pwomèt l ap toujou la pou kolabore ak Martelly nan enterè peyi Dayiti. Pa bliye, Martelly deja rankontre ak anpil lòt ansyen prezidan deja tankou Jean Bertrand Aristide, Jean Claude Duvalier, Prosper Avril elt.

Dèy nan Platfòm Inite a Minis Lakilti a Choiseul Henriquez mouri



Choiseul Henriquez

Yon semèn apre gwo kriz tansyon ak yon dyabèt ki te tounen emoraji serebral, Choiseul Henriquez mouri. Li te gen 51 an e li kite madanm li ak 4 pitit. Mesye Henriquez te yon jounalis, ansyen direktè biwo kominikasyon sou prezidan René Préval depi 1996 jiska 2001. Li se yon manm Platfòm Inite yo te chwazi pou vin minis Lakilti ak Kominikasyon. Malerezman, li pa te gentan rantre an fonksyon akoz maladi li.

Lantèman Choiseul Henriquez ap chante samdi 19 novanm k ap vini la a nan Ottawa kote li t ap viv. Yon delegasyon palmantè nan ansyen Platfòm prezidansyèl INITE a pral kondui minis defen an nan dènye demè li.

Vote du sénat haïtien contre l'embargo de Cuba



Quelques membres du sénat haïtien

Par Franck Laraque

Il faut, pour une fois, applaudir le vote du sénat haïtien « demandant la levée inconditionnelle du blocage économique, commercial et financier appliqué par les Etats-Unis depuis plus de 50 ans, contre Cuba ». Résolution votée à l'unanimité qui a fait suite à celle de l' Assemblée Générale des Nations Unies approuvant la levée de cet embargo. Finalement 183 membres ont voté pour, 2 contre : Etats-Unis et Israël, 3 se sont abstenus : les îles Marshall, la Micronésie, et Palau. Deux se sont défilés au moment du scrutin : La Libye et la Suède. Inexplicable comportement de la Suède. De toute façon, les populations des Etats qui ont voté pour représentent un peu plus de 95% de la population mondiale estimée à 7 milliards de personnes. Rien ne peut justifier que le gouvernement d'Obama reste sourd à une clameur internationale, crève- tympan, condamnant un embargo qui est, certes, un crime contre l'humanité.

D'autres impressionnants témoignages contre ce blocus méritent d'être signalés * : Les chefs d'Etat ou de gouvernement de l'Union Africaine, représentants de 33 pays. Le Conseil Mondial pour la Paix. L'Assemblée Générale de la Fédération de Russie. La Chambre des communes jamaïcaine. Le sénat mexicain. L'Assemblée législative d'El Salvador. L'Assemblée Nationale Panaméenne. Le Mouvement des pays non-alignés. Le CARICOM. Le MERCOSUR. L'Union Européenne. Les Chefs d'Etat ou de gouvernement des pays ibéro-américains. L'Assemblée nationale gambienne. Les représentants des 28 pays membres du système latino-américain et des Caraïbes (SELA). A remarquer que les pays européens comme la France, l'Angleterre, l'Allemagne l'Espagne, l'Italie, proches alliés des Etats-Unis d'Amérique, continuent de voter pour la levée de l'embargo. D'importants organismes et des représentants d'institutions américaines ont pris position contre le blocus. Citons-en quelques-uns : L'Amnistie Internationale accuse le blocus d'entraver « notamment l'accès de la population cubaine aux médicaments et aux technologies médicales, mettant ainsi en danger la santé de millions de personnes. » L'assemblée annuelle spéciale conjointe du conseil national des Eglises du Christ aux Etats-Unis. Un sondage d'opinion par le journal USA Today révèle que 94% des sondés sont en faveur de la levée du blocus. Déclarations du représentant de la sous-commision du Committee on Ways & Means du Congrès, de l'ex-président Carter, de plusieurs sénateurs et députés américains, de Jesse Jackson.

Rappelons, à ce propos, que notre compatriote et ami Jacques Elie Leblanc a participé du 6 au 8 octobre 2011, aux conférences tenues au Mexique pour des actions collectives contre cet embargo. Il a accompli sa tâche avec brio malgré les difficultés rencontrées sur le terrain. Il a aussi contribué avec Alix Haspil, Danielle Laraque, Frantz Latour et Franck Laraque à ses frais de déplacement.

La politique revancharde des Etats-Unis ne pardonne pas à Haïti l'abolition de l'esclavage, la défaite du colonialisme et son indépendance par les armes, en 1804, ni à Cuba la défaite du néocolonialisme en 1959.

L'apôtre de la démocratie et des quatre libertés Franklin Delano Roosevelt, président américain, a déclaré sans ambages, comme le rappelle Berthony Dupont, la politique que doit mener le gouvernement américain pour garder Haïti sous tutelle : « constamment soulever les va-nu-pieds contre les gens à chaussures et mettre les gens à chaussures en état de s'entre-déchirer les uns les autres ; car c'est la seule façon pour nous d'avoir une prédominance continue sur ce pays de nègres qui a conquis son indépendance par les armes.»

Mais quoi qu'ils disent, quoi qu'ils fassent, « la victoire comme l'aube est au bout de la nuit. »

Franck Laraque , Professeur Emérite, City College, NY

• Références: Le rapport de Cuba sur la Résolution 65/6 de l'Assemblée Générale des Nations Unies : « Nécessité de lever le blocus économique appliqué à Cuba par les Etats-Unis d'Amérique ».

• « Le rôle de tueur de l'OTAN » par Fidel Castro in Haïti Liberté, 9-15 novembre 2011.

Plaidoyer pour le jugement de Jean-Claude Duvalier

Par Thomas Péralte

Collectif des Citoyens pour juger Jean-Claude Duvalier (KOSIJID en créole), une organisation regroupant les victimes de la dictature des Duvalier (1957-1986) qui a duré 29 ans, causant dans l'intervalle des milliers de victimes, de disparus et d'exilés, a décidé d'organiser un ensemble d'activités, dans le cadre d'un plaidoyer pour un jugement équitable du dictateur Jean Claude Duvalier. Lors d'une conférence de presse donnée le mardi 8 novembre au local du Bureau des Avocats Internationaux (BAI), le coordonnateur du KOSIJID, Raymond Davius a dévoilé tout un ensemble d'activités que le Collectif compte réaliser pour forcer la justice à faire son travail : « Le collectif des citoyens pour juger Jean Claude Duvalier se donne pour objectif d'exiger le jugement et le procès idéologique du régime dictatorial des Duvalier. Pour y parvenir, le (KOSIJID) prévoit organiser des conférences-débats deux fois par mois, appelées encore les vendredis du KOSIJID, des expositions de photos des victimes, des conférences de presse, des manifestations capables de sensibiliser la population sur la nécessité de finaliser le jugement de Jean-Claude Duvalier, de retour en Haïti depuis 16 janvier 2011. »

Raymond Davius a également dressé une liste partielle des victimes de la tyrannie duvaliérienne, sur laquelle figurent des honnêtes gens de toutes les catégories sociales : médecins, journalistes, avocats, sénateurs, députés, commerçants, militaires, élèves, étudiants, professeurs, policiers etc… Il a cité quelques noms d'étrangers victimes des Duvalier. : De Smet Albert, Prêtre Français, disparu en 1985, Hikey Robert F. citoyen américain, James Cromwell, citoyen anglais, Jones Dany, citoyen, Kesten Levant, citoyen américain.

Dans cette perspective, le KOSIJID a inauguré cette série de conférences-débats le vendredi 11 novembre dernier, autour du thème : « Nécessité pour juger Duvalier est une condition sine qua non pour l'établissement d'un Etat de droit en Haïti. » Des victimes des atrocités des Duvalier ont eu l'occasion de témoigner : « Il faut que l'impunité disparaisse dans le pays. Les sbires du régime, qui ont investi ma maison, ont enlevé plus de quatre personnes de ma famille, mes trois frères ainsi que mon beau-frère, ce qui a causé la perte de toute ma famille. Alors que je n'avais que treize ans, ils ont pillé ma maison, emportant tout. Quelques temps plus tard, à l'âge de treize ans, ces sbires m'ont arrêté et emmené à la préfecture de Port-au-Prince, puis m'ont emprisonné durant 121 mois. », a témoigné l'une des victimes.



Juger Duvalier, c'est combattre l'impunité!

Raymond Davius, ancien soldat du corps médical des Forces armées d'Haïti (FAD'H), victime de 17 arrestations arbitraires et illégales a témoigné de toutes les péripéties subies sous la dictature des Duvalier avant d'être contraint à s'exiler au Venezuela.

Dans un document remis aux participants, le KOSIJID a déclaré : « Depuis son retour , la justice n'a pris aucune disposition pour mettre l'action publique en mouvement contre l'auteur intellectuel des milliers de crimes commis contre des honnêtes citoyens de toute catégorie sociale durant les quinze longues années passées à la tête du pays.

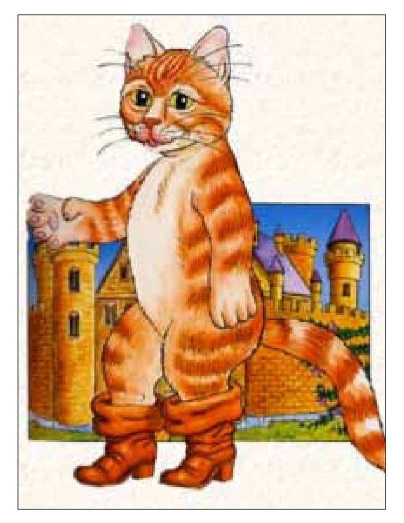
Pour commettre ces crimes, le dictateur Jean Claude DUVALIER avait sciemment utilisé les appareils répressifs d'Etat comme l'Armée, la Police, les Tontons Macoutes ou volontaire de la sécurité nationale (VSN), les prisons comme le Fort dimanche appelé Fort de la mort, les Casernes Dessalines, la Cafeteria de Port-au- Prince etc.

Durant son régime dictatorial, Jean Claude DUVALIER a institué un véritable terrorisme d'Etat. Les appareils idéologiques d'Etats tels: la Presse, L'Eglise, l'Ecole, la Famille ont été bâillonnés par ce terrorisme d'Etat. Après la chute de ce régime despotique, le 7 Février 1986, aucun procès effectif n'a été engagé contre ce régime, l'impunité s'est installée, l'eau ne cesse de couler des yeux des victimes. Donc il est nécessaire de forcer la justice à faire son travail pour qu'un Etat de droit puisse s'établir en Haïti.

C'est dans cet ordre d'idées que le collectif des citoyens pour juger Duvalier exige un procès équitable au niveau de la justice, mais également un procès idéologique du régime sanguinaire pour que cela ne se reproduise jamais dans l'histoire de ce pays. Le KOSIJID lutte également contre toute velléité du retour à un tel régime qui constitue une menace pour la démocratie et l'Etat de droit en Haïti. »

Les pertes en vies humaines, les cruautés et les atrocités irréparables des milliers de victimes durant les 29 ans de la dictature des Duvalier ne peuvent entrer dans l'oubli de l'histoire. La mémoire du peuple haïtien les conserve comme une plaie vive. La Faculté d'oubli de la jeunesse a des limites. L'assaut de mémoire n'est pas une plongée vers le dépit en vue de réactiver des douleurs effroyables du passé. Quoi qu'on fasse, quoi qu'on dise, tant que Jean Claude Duvalier sera vivant, les victimes ne cesseront d'exiger justice et réparation. Les crimes commis sous la dictature ne peuvent rester impunis. Les auteurs, notamment, Jean Claude Duvalier devront coûte que coûte répondre par devant la justice. La justice est un pilier de l'Etat de droit. L'impunité constitue un obstacle patent à l'établissement de l'Etat de droit. Juger Duvalier, c'est combattre l'impunité!

Des chats au Sénat





Avec ces chats bottés qui siègent au Sénat, s'installe une véritable cleptocratie au Palais Législatif

Par Jean Erich René

Les chats appartiennent à la famille des félidés connus pour leur souplesse et leur agilité à effectuer des bonds spectaculaires inattendus et qui surprennent tout le monde. Leurs doigts sont rétractiles et leurs canines puissantes. Ils symbolisent l'hypocrisie et la cleptomanie. Les jolis minets sont initiés aux rapines. Les chats sont classés parmi les prédateurs les plus redoutables. En Haiti, ordinairement on refuse de leur confier la garde du beurre, par crainte de tout bouffer. De l'animal à l'homme la similitude est frappante. Jean de La Fontaine disait: "Je me sers d'animaux pour instruire les hommes."



Les chats sont classés parmi les prédateurs les plus redoutables. En Haiti, ordinairement on refuse de leur confier la garde du beurre, par crainte de tout bouffer

Le retrait spectaculaire de certains Parlementaires du dossier de l'arrestation d'Arnel Bélizaire vient de sonner le glas de l'Institution. Ce désistement est hautement significatif de l'incurie qui règne au Sénat de la République d'Haïti. La crédibilité du Pouvoir Législatif est entamée. L'honneur de la Patrie commune est sali. Pour garantir la bonne Gouvernance de l'Etat, ce point d'ombre doit être clarifié. Dans cette conjoncture politique troublante, la presse, ce quatrième Pouvoir, est le seul vrai arbitre. Elle doit dénoncer avec vigueur la corruption en cours au Palais Législatif.

"Temple de sainteté, de majesté, de sagesse, la tête de la République, l'autel des Nations alliées, l'espoir et le refuge de tous" tels sont les termes élogieux sous lesquels Cicéron décrivait le Sénat pour souligner son haut degré de moralité. En Haïti, nous sommes navrés de constater comment les Pères Conscrits de la Nation s'accommodent à toutes les sauces mal épicées. A deux reprises l'audition du Ministre de la Justice et du Secrétaire d'Etat des Affaires Etrangères a été ajournée. La vérité est-elle au fond d'un puits? Dans un passé récent la mise en taule à Miami de l'ex-président du Sénat haïtien, Fourel Célestin sous l'odieuse accusation de trafic de drogues était un signe de déchéance de la Chambre Haute haitienne qui, au fil des jours, perd graduellement sa dignité et son indépendance. L'impunité dans l'immunité c'est le motif de certaines présences.

Dans son livre:"Vocabulaire Juridique" Gérard Cornu définit la corruption comme "un détournement ou un trafic de fonction d'un individu, d'un objet etc.. dans une affaire." La corruption est dite passive:" lorsqu'un individu se laisse acheter au moyen d'offres, de promesses, dons, présents ou un avantage quelconque en vue d'accomplir un acte de sa fonction ou s'en abstenir." La corruption est dite active :"lorsqu'un individu rénumère par les mêmes moyens la complaisance d'un professionnel." Les deux cas sont punissables. La course vers la richesse handicape le fonctionnement normal de la justice en Haïti. La ploutocratie, la magouille, le racket, les pots de vin sont les virus qui rongent les plus hautes sphères de l'Admstration publique au point d'atteindre le Sénat. Sa procrastination dans le dossier de l'arrestation d'Arnel Bélizaire trahit son intention de tirer des dividendes. La croissance économique d'Haïti est handicapée par suite d'un déficit d'hommes honnêtes, loyaux et compétents. Le comportement ambigu de certains membres du Grand Corps les place sur la selette. Le danger est imminent. Il faut tirer la sonnette d'alarme. Il revient aux medias d'en augmenter le décibel afin de sensibiliser la Nation. Le Sénat de la République d'Haïti risque de se convertir en une véritable curie de chats bottés flairant les occasions même les plus sordides pour attraper leurs proies.

La commission du Sénat de la République est en train de jeter du lest.

L'implication des membres de l'Exécutif est manifeste. Le Ministre de

Suite à la page (16)

Prédominance de Bill Clinton en Haïti



L'accueil chaleureux fait à Clinton par Aristide comme un sauveur de la démocratie et un libérateur a contribué à une popularité immédiate de l'ex-président des Etats-Unis

Par Franck Laraque

Prédominance de Clinton, le facétieux, qui n'en finit pas de jouer des tours pendables : choix du président Martelly, Ubu Roi, et du Chef de gouvernement Conille, Premier ministre fabulateur.

Pour saisir une telle prédominance, euphémisme pour gouvernance, nettement à contre-courant du ressentiment populaire causé par l'incessant appui américain à nos dictatures, il faut remonter à son origine, à ses retombées économiques et politiques.

Origine et retombées économiques

Rétablissement d'Aristide au pouvoir à la suite d'un envoi de 20 000 soldats américains dépêchés en 1994 par Clinton Président des EU (2e occupation demandée cette fois-ci par le président d'Haïti) .Sous couvert du rétablissement de la démocratie, l'imposition du renforcement du néolibéralisme avec ses deux tentacules : privatisation des entreprises publiques et globalisation de la main-d'œuvre bon marché. La première étape : exiger d'Aristide la réduction du tarif douanier à l'importation (de 30 -40 % à 0-3%). Abaissement permettant au riz américain de se vendre moins cher que le riz haïtien, rendant ce dernier incompétitif, selon le propre aveu de Clinton. Cette réduction n' a pas seulement déstabilisé la production du riz, du sucre, du maïs, des vivres alimentaires en général, de la volaille, des fruits , mais aussi l'industrie de la confection des chaussures, des vêtements, etc…, c'est-à-dire toute la production nationale haïtienne.

Retombées politiques

Au niveau national. L'accueil chaleureux fait à Clinton par Aristide comme un sauveur de la démocratie et un libérateur a contribué à une popularité immédiate, grâce à laquelle il a été choisi plus tard comme le représentant spécial de l'ONU et par la suite co-président (en somme président) de la Commission Intérimaire de la Reconstruction d'Haïti après le séisme du 12 janvier 2010.

Au niveau international. Sa capacité d'attirer des milliards de dollars américains de gouvernements et de donateurs étrangers n'a fait qu'accroître sa popularité. Sa position et celle de sa femme Hillary, secrétaire d'Etat du gouvernement d'Obama, vont permettre à ce couple de choisir le président d'Haïti et le Premier ministre.

L'occupation d'Haïti en 2004 est considérée par beaucoup comme la sempiternelle revanche contre Haïti, le pays qui en 1804 a défait le colonialisme, aboli l'esclavage et créé, par les armes, l'indépendance d'un peuple noir. Cette même politique revanchardе contre Cuba qui a osé, en 1959, la défaite du néocolonialisme, de la mafia américaine dans ce pays et la création d'un socialisme au cœur de l'Amérique. Une politique qui depuis 50 ans impose un embargo (crime contre l'humanité) pour la déstabilisation de l'économie cubaine et ainsi prôner l'échec du socialisme. L'embargo n'ayant pas fait le changement de régime escompté, un nouveau projet est mis sur pied : the Roots of Hope (les Racines de l'Espoir) dont l'objectif est d'inciter les jeunes cubains à initier le printemps cubain. Voyons comment la troisième occupation de 2004 par la MINUSTHA encore en place est possible à cause de la carence de l'opposition.

Carence de l 'opposition: partis politiques et associations paysannes-organisations populaires progressistes.

Les partis politiques et la société civile qui, en 1986 avaient le potentiel d'un développement politique capable de leur gagner l'appui d'un secteur populaire, ont sombré dans la lutte pour le pouvoir et ont été cooptés par divers gouvernements. Les différentes élections auxquelles ils ont participé ont montré l'insignifiance de leurs rôles et de leurs leaders

Par contre les associations paysannes et organisations populaires nourrissent l'espoir d'un vrai changement. Leurs manifestations bien structurées et visibles dans les rues ou autres lieux publics ont donné des résultats. Elles ont empêché la réalisation du projet de la production de jatropha pour les agrocarburants, assuré le rejet des semences Monsanto génétiquement modifiées, capables de causer un tort irréparable à l'agriculture locale. Pris position contre la MINUSTAH responsable de viols, d'abus sexuels et du choléra, dénoncé la composition et les desseins de la Commission Intérimaire de la Construction d'Haïti (CIRH) . Malheureusement elles sont incapables jusqu'à présent de constituer un front commun. Une institution politique offrant un plan de développement alternatif durable pour la mobilisation des masses en proie aux promesses surannées des sauveurs. Une institution représentant un interlocuteur valable face à un gouvernement déprédateur et incohérent imposé par l'étranger. Clinton, à la suite de la destruction de la production nationale d'Haïti, annonce, dans le cadre de la Reconstruction, l'exemple de ce pays devenu le premier à connexion sans fil dans le monde. Le paysan le plus isolé aura son portable et pourra s'instruire en ligne ! Il choisit un Premier ministre qui présente une politique générale aussi mirobolante ou attrape-nigauds que les déclarations de son patron. Jetons-y un coup d'œil.

Suite à la page (16)

Les Cayes:
Thirteen police officers on trial for prison massacre

By Roger Annis

Thirteen officers of the Haitian National Police (PNH) went on trial last month in Les Cayes, Haiti, accused of massacring prisoners attempting to escape from the prison in that city on Jan. 19, 2010.

The prisoners were living in hellish conditions, one week after the January 12 earthquake.[1] Their prison break failed. PNH officers killed at least 12 prisoners and as many as 22. They injured 40 others. Soldiers from the UN Mission to Stabilize Haiti (MINUSTAH) stood by and watched.

The *New York Times* broke the story to the world four months later, writing: "*On Jan. 19, after the prison was calmed, a United Nations officer took pictures inside the compound. Those photographs,* ***closely guarded by the United Nations****, [our emphasis] appear to be the only documentary evidence of the killings.*"

Haitian police officials admit that prisoners died, but blame it on other prisoners. The trial is into its fourth week.

"*A riot started when some of the 400-plus prisoners tried to escape because they were terrified of aftershocks in the overcrowded prison,*" wrote Trenton Daniel of the Associated Press on Oct. 16, 2011. "*Haitian police* ***and UN peacekeepers from Senegal*** *[our emphasis] surrounded the building to prevent an exodus like one that occurred at the main penitentiary in downtown Port-au-Prince on the day of the earthquake. Haitian police rushed the building and opened fire. UN police saw the bodies of 10 dead prisoners but more people are believed to have been killed and dozens more were wounded.*"

Canada as architect of a dysfunctional justice system

On Nov., 10, 2011, CBC Radio One's *Dispatches* broadcast an interview with *New York Times* reporter Walt Bogdanich, who is attending the trial. On May 22, 2010, he co-authored the original *New York Times* article on the massacre. The article's publication compelled Haitian, UN and other international officials to end their attempted cover up and launch an investigation.

Dispatches host Rick MacInnes-Rae asked Bogdanich, "*What role, if any, has the new Martelly government played (in the trial)?*" Bogdanich replied, "*They're going forward with the trial, they're not backing off.*"

MacInnes-Rae explained towards the end of the interview that Canada has been training police in "*human rights and things like violence prevention*" for the past four years in Haiti. He asked Bogdanich what, if any, changes this has produced in Haiti. Bogdanich replied, "*It's hard to know what it would be like without them. Look, it's a mess down there and you have to start someplace.*" Hardly a ringing endorsement of the Canadian record!

The two men got some of their facts wrong. The trial in Les Cayes was set in motion by Haitian justice officials *before* the election of Michel Martelly (albeit after the *New York Times article* obliged officials to act). Perhaps the best that can be said of President Martelly's role is that he has not tried to shut down the trial.

Canada's role in training and equipping police in Haiti goes back *eight years*, not four, to the time in which it participated in the overthrow of Haiti's elected president, Jean-Bertrand Aristide, and all the other institutions of Haiti's elected government. Following the overthrow, many PNH personnel were driven out of their jobs and replaced by those currently serving.

Questions surrounding a record of building police stations and prisons in Haiti

In 2007, Canada initiated a $3.5 million program http://www.ht.undp.org/_assets/fichier/projet/48.pdf(see http://bit.ly/ttRStV) to refurbish and upgrade police stations and prisons in Haiti's South Department, of which Les Cayes is the capital. Among the objectives of that program (all apparently met) were: refurbishment of 14 police stations; purchase and installation of all necessary office, communication, IT, and engineering supplies for 21 police stations; purchase of crowd control and investigative equipment for 21 police stations; purchase of 22 vehicles and 24 motorcycles for the 21 police stations; organization and implementation of a communication campaign about the project in the Southern department.

Canada's then-Governor General Michaëlle Jean paid a state visit to Haiti in January 2009. Among her activities was the ceremonial opening of one of the 14 refurbished police stations, in Torbeck. That ceremony also included turning over the keys to new police vehicles to a police commissioner.[2] Could this be the same commissioner who ordered the assault on the unarmed prisoners one year later?

Why did Canada's declared role of providing training and equipping of police and prison officials in Haiti since 2004 fail to prevent the massacre in Les Cayes? Why do conditions in Haiti's Canada-funded and trained prisons continue to resemble hell on earth?

Since the 2010 earthquake, the Canadian government has financed the rehabilitation or construction of 18 police stations and prisons in northern Haiti. Here is a report from *Haiti Libre* on the opening of one of those stations, on Aug. 2, 2011 (the report is taken from a French-language MINUSTAH report by MINUSTAH, the 12,000 member, United Nations Security Council police/military occupation force in Haiti)[3]:

> The main Police Station of the city of Ouanaminthe now has new premises. This rehabilitation project was funded by $4.2 million from the Canadian Government through the Stabilization and Reconstruction Task Force (START). Henri-Paul Normandin, Ambassador of Canada to Haiti, declared at the inauguration (August 2, 2011), "*The ability of police to enforce the rule of law within a country, particularly in its border areas, are critical elements of security and stability,*" stressing that, "*the project of rehabilitation of police stations along the Haitian-Dominican border, including the main police station here in Ouanaminthe, supports the strengthening of institutional and operational capacity of the Haitian state in the border areas of the country. This project adds to several other projects funded by Canada over the past two years.*" The Ouanaminthe police station is now housed in the former barracks of the Armed Forces of Haiti (FAd'H). The objective of START in this project is to allow the Haitian government, particularly the National Police of Haiti, to increase its presence in the border area. 18 police stations, mostly located within 15km of the border have been built or rehabilitated and have received furniture through this project. They include Hinche, Malpasse, Fonds Verrettes, Baptiste, Capotille, Mont-Organisé, Carice, Ouanaminthe, Cerca la Source, Belladère, Thomassique, Savanette, Cornillon, Thomazeau, Bainet et Thiotte.


Logan Abassi

Canadian Ambassador to Haiti Henry Paul Normandin touring the new Canadian-financed Haitian police station in the northeastern town of Ouanaminthe on Aug. 2, 2011

Presently, in the remote areas of the north of Haiti(and many other remote areas of the country), there is an unreported (by mainstream media) humanitarian and public health emergency. Why is so much funding apparently available for policing in Haiti while so many people are dying for lack of resources to treat cholera, tuberculosis and other health emergencies?

You can listen to the CBC *Dispatches* interview with Walt Bogdanich at http://bit.ly/rXCrFu .

You can read the background to the story of the Les Cayes prison massacre, including the original, May 22, 2010 *New York Times* article, at http://canadahaitiaction.ca/node/373 . Go to the **Canada Haiti Action Network website** for regular news updates on the trial.

Notes

1) In Haiti's Canadian-funded and equipped prisons, an estimated 70% to 80% of prisoners have never been convicted of a crime. Many have never even appeared in a courtroom.

2) Coincidentally, Michaëlle Jean›s first state visit to Haiti in May 2006 was also embroiled in prison controversy. She was there for the investiture of René Préval, who had won the presidential election three months earlier (from which Aristide›s Fanmi Lavalas party was effectively excluded). During the investiture, prisoners in the national prison located just 800 metres way staged a protest to draw attention to their plight. The protest was captured and reported by a CTV television news crew.

CTV News reported, «*Inmates paraded what appeared to be two dead bodies from the prison's walls and called for amnesties for political prisoners jailed during the uprising (sic) against Aristide. Outside, relatives screamed for calm. UN soldiers fired tear gas into the compound and the situation was later calmed. Officials did not comment on the incident, which was a strong reminder of the challenges Preval faces when reforming Haiti's broken justice system. The UN envoy to Haiti, Juan Gabriel Valdes, has urged Préval to take action on the prison, where many inmates have languished for years without being charged.*"

3) The MINUSTAH news report, in French, is at http://minustah.org/?p=31457

Healthfirst Ribbon-cutting Ceremony Celebrates Opening of New Corporate Headquarters


Don Small

Some of the elected officials who attended the Nov. 7 opening of Healthfirst's new Manhattan headquarters. Left to right: Congressman Charles Rangel, Congressman Jerrold Nadler, Speaker Sheldon Silver, Pat Wang (Healthfirst President & CEO), Congresswoman Carolyn Maloney

Healthfirst, a not-for-profit managed care organization offering low or no-cost health insurance to eligible individuals and families living in the New York metropolitan area and New Jersey, celebrated the opening of its new corporate headquarters at 100 Church Street in Lower Manhattan with a ribbon-cutting ceremony on Nov. 7, 2011.

The ceremony marked the consolidation of Healthfirst's two New York-based corporate offices - at 25 Broadway and 123 William Street - into one central location. The new headquarters occupies 172,000 square feet over four floors and earned a certified gold rating from the Leadership in Energy and Environmental Design (LEED) green building rating system, developed and administered by the U.S. Green Building Council.

"*The transition to our new corporate headquarters marks a milestone for Healthfirst as we begin a new era in this modernized space after a three-year long search,*" said Pat Wang, Healthfirst President and CEO. "*We look forward to continuing our presence in the heart of the business district of Lower Manhattan with new offices conducive to staff growth and future expansion.*"

Among the local politicians attending the ribbon-cutting were Congresswoman Yvette Clark, Congressman Edolphus Towns, Assemblyman Phil Ramos and Councilman Mathieu Eugène.

Established in 1993, Healthfirst is a provides a variety of government-sponsored health insurance programs, including New York State's Child Health Plus, Family Health Plus, and Medicaid, as well as Medicare Advantage. For more information, visit the company's websites at www.healthfirst.org and www.healthfirstnj.org.



Amilcar Jesus Figueroa Salazar
aka "Tino"

AFFRONTER L'ETAT IM
PATRIOTIQUE ET R

Par Amílcar Jesús Figueroa Salazar

Réponse au Département du Trésor et autres instances du pouvoir US

J'ai pris quelque temps pour présenter cette réponse publique, face à l'annonce du 8 septembre 2011 émise par le Bureau de Contrôle des Actifs Externes (BCAE, OFAC acronyme anglais - NdT), dépendant du Département du Trésor des États-Unis, qui a porté mon nom sur leur « liste noire » avec ceux de trois autres concitoyens. Dans un premier temps, une réponse convaincante a été apportée par les manifestations du Commandant Chávez, de nos institutions, organisations syndicales, collectifs de travailleurs, communicateurs populaires, organisations sociales et un grand nombre de camarades qui ont réfuté cette agression de la façon la plus claire et exprimé leur sincère solidarité.

Toutefois, sans mésestimer le conseil concernant la pertinence d'une réponse juridique - malgré la dictature exercée par l'État Impérial sur la légalité internationale -, j'ai opté pour la réponse politique puisque la nature de cette agression est politique. En effet, outre l'ordure médiatique et la perversité du communiqué du Département en question, utiliser l'élément « narcotrafiquant » est tout simplement de la manipulation. Le terme vient de mes soi-disant coopérations avec les Forces Armées Révolutionnaires de la Colombie-Armée du Peuple (FARC-EP), sur la base de soi-disant écrits trouvés sur l'ordinateur du Commandant Raúl Reyes, lesquels écrits on été annulés en tant que preuves par la Cour Suprême de Justice de la Colombie.

Quelle est la légalité qui nous montre ainsi du doigt ?

Le XXIe siècle nous montre un capitalisme, une société bourgeoise qui, malgré les indices évidents de décadence, montrent leur tendance hégémonique la plus agressive : on veut instaurer un État Impérial, défini par James Petras comme « l'institution politique qui permet l'expansion extérieure du capital… » (1).

De telle sorte, le capital est en train d'établir sa propre légalité internationale, car « le composant militaire et d'intelligence de l'État Impérial agit sous le principe impérial, voulant que les lois, les édits et les intérêts de l'Empire soient primordiaux et aient la préséance sur le droit international, les accords de Genève et les principes constitutionnels des États-Unis. L'Empire ne reconnaît pas de frontières et se joue de la souveraineté des autres nations, sauf si elles concourent à ses intérêts. Il affirme la supériorité de ses lois, ainsi que le droit à persécuter ses adversaires partout et à toute époque, c'est le principe d'extraterritorialité » (2).

Voilà la légalité qui nous a désigné à la vindicte, cette fois par le biais d'une classe supérieure du même État Impérial (le BCAE), une institution des maîtres. Jadis (depuis 2008), c'était les laquais qui parlaient, les Uribe (ex-président de la Colombie - NdT), les Santos (actuel président de la Colombie - NdT), et les médias salariés du capital.

L'essentiel à retenir ici sont les racines politiques de ces désignations de la part d'un système autoritaire qui n'accepte rien d'autre que la soumission au système du capital ; qui criminalise les mouvements sociaux, les migrants, les luttes revendicatives, les indignés, les peuples en lutte pour leur indépendance et leur souveraineté, et bien sûr, toute insurrection populaire ; qui qualifie les États Populaires, ou simplement ceux qui ne se soumettent pas à leur hégémonie, d'États voyous, avant de fixer une d'intervention. Il est essentiel de comprendre qu'avec ses multiples appareils de domination culturelle, l'Empire est en train de semer des concepts tels que « État voyou », « État terroriste », « narcoguerrilla » ; il certifie quel État combat le trafic de drogue et lequel non, et même, outre l'imposition de la notion de démocratie, il certifie aussi quel gouvernement est démocratique et lequel ne l'est pas, et en arrive à décider, se bafouant des peuples, si un gouvernement doit ou non rester en place.

Tel est le cas de la grossière sentence prononcée par Barack Hussein Obama dans son allocution devant la 66ème assemblée de l'ONU, au sujet du gouvernement syrien.

Que cherche alors l'Empire avec ces désignations ?

A notre avis, des résolutions comme celle du Département du Trésor visent plusieurs objectifs simultanés : isoler et stigmatiser les révolutionnaires du continent (c'est pourquoi il utilise le qualificatif calomnieux de narcotrafiquant) ; installer des matrices pour en arriver à qualifier l'État vénézuélien de collaborateur du terrorisme et du trafic de drogue ; mettre en place les conditions pour le déclarer État Voyou.

Souvenons-nous que sa politique actuelle prévoit de recomposer son hégémonie sur l'Amérique Latine, particulièrement sur les bassins de l'Amazonie et de l'Orénoque, sur les réservoirs de matière première stratégique existants dans la région, spécialement les réservoirs énergétiques du sous-sol vénézuélien.

Pour cela, il avance une stratégie décrite par Luis Antonio Bigott dans son livre « Otra vez y ahora sí, BOLIVAR CONTRA MONROE » exprimée dans ces termes : « …parmi l'ensemble des déclarations et écrits émis par le gouvernement Obama, ressort la soi-disant nouvelle doctrine de politique extérieure des États-Unis. On y trouve les perles suivantes : a) l'élection populaire ne constitue pas la base de légitimité d'un gouvernement basée sur ses actions dans l'exercice du pouvoir. La déclaration ou qualification d'un gouvernement démocratique est affaire exclusive du Département d'État (…) ; b) au cours du développement d'une structure sociopolitique, peuvent survenir des coups (d'État, n.d.t.) constitutionnels, des coups 'bienveillants, ou des coups démocratiques (parmi lesquels le cas du Honduras) ; et c) la politique correcte est l'application d'une combinaison de pouvoir dur (hard power) et de pouvoir doux (soft power) ; la capacité de combiner ces deux pouvoirs (force militaire et diplomatie) est ce qui constituerait le pouvoir intelligent ou smart power » (3).

Nous sommes donc face à une contre-offensive impériale qui aspire à renverser la vague de processus populaires en Amérique Latine, parvenus au pouvoir par la voie électorale entre 1998 et 2008, et sur lesquels l'action militaire, suivant la justification politico-médiatique, est à l'ordre du jour.

Du communisme comme ennemi à la création d'un nouvel adversaire : le terrorisme

L'idée exposée par Carlos Tupac dans son œuvre « Terrorismo y civilización" selon laquelle « …le terrorisme est la dernière ressource dont dispose la propriété privée pour assurer son existence… » (4), a sans doute été démontrée, à travers l'histoire de l'humanité, comme étant particulièrement vraie dans la société capitaliste actuelle.

Souvenons-nous de la description de Marx au sujet des origines violentes du capitalisme : « le capital est venu au monde dégoulinant de sang et de boue par tous ses pores, de la tête aux pieds » (5), car c'est à cette phase de décadence que la « rationalité du capital » laisse voir sa capacité destructive majeure, avec l'emploi systématique de la terreur.

Autrement dit, le parcours historique de la terreur est synthétisé comme suit : « Le terrorisme est inséparable de la propriété privée [des moyens de production], il ne peut pas exister sans cette forme historique d'exploitation. Donc, la forme la plus brutale et inhumaine, et dialectiquement la plus civilisée et technoscientifique du terrorisme est la forme capitaliste, celle du terrorisme consubstantiel à la civilisation bourgeoise » (6).

Paradoxalement, l'impérialisme actuel justifie son déploiement militaire global et ses actions interventionnistes en prétendant qu'il s'agit de freiner la « menace communiste », et après la chute de l'Union Soviétique et la désintégration du Bloc Socialiste, il devient nécessaire de construire un nouvel adversaire afin de continuer à faire tourner l'une des industries de pointe de l'économie capitaliste : l'industrie militaire.

Cette question se révèle évidente lorsqu'on enquête sur les origines d'Al-Qaïda, sur ses rapports étroits avec les opérations secrètes des services de police des États-Unis, ou les non moins obscurs attentats contre les tours du World Trade Center, le 11 septembre 2001, date à partir de laquelle le terrorisme devient définitivement l'adversaire capable de justifier les « guerres préventives » que l'État Impérial déploie par de multiples scénarios dans le monde.

Matt Sesow, God is an American

C'est ainsi que durant les dernières années, la guerre a proliféré sur la face de la Terre avec cette terrible réalité : « …la proportion de victimes civiles de n'importe quelle guerre représente entre 80 et 90% du total … » (7) et, ce qui est plus absurde c'est que les bombardements sur les zones résidentielles des villes irakiennes, afghanes, libyennes exécutés par l'État Impérial nous sont présentées sous couvert d'« aide », d'« intervention humanitaire » ou faisant partie d'une croisade entreprise au nom de la « liberté » et de la « démocratie », et non pas comme pratique récurrente d'une vraie superpuissance voyou qui ne respecte aucune légalité internationale, et qui, comme le démontre l'intellectuel états-unien Noam Chomsky dans son ouvrage « États Voyous… » (La Loi du plus fort : Mise au pas des Etats voyous - ? NdT), a utilisé pendant fort longtemps l'explication d'une « culture de la terreur pour apprivoiser les attentes des majorités au regard d'alternatives différentes de celles des puissants »… (8).

L'Otan : bras armé de l'État Impérial

Il est donc clair que le capitalisme du XXIe siècle, en tant que système mondial, a atteint son niveau maximum de développement, et que la capacité d'expansion de son économie est épuisée ou qui n'est soutenable que sur la base d'un coût énorme pour la planète et qui, dans le même temps, a formé une structure supranationale : celle d'un État Imperia qui ne répond même pas aux instances créées par les puissances capitalistes elles-mêmes lors de l'Après-guerre.

En effet, combien de résolutions de l'Assemblée Générale de l'ONU ont-elles été ignorées ? Le blocus imposé à Cuba, ou la mise en place de plusieurs interventions militaires après le refus de l'Assemblée, servent d'exemple pour constater qu'en vérité, comme le dit Samir Amin : « Les autorités de Washington on toujours été mal à l'aise à l'ONU et, aujourd'hui, elles proclament brutalement ce qu'elles s'étaient vus obligées de cacher : elles n'acceptent pas le concept d'un droit international supérieur à ce qu'elles considèrent être les exigences de la défense de leurs intérêts nationaux »… (9).



Le Département du Trésor des Etats-Unis à Washington DC



L'Empire ne reconnaît pas de frontières et se joue de la souveraineté des autres nations, sauf si elles concourent à ses intérêts



Matt Sesow, God is an American



Nous avons soutenu que la présence militaire nord-américaine, israélienne et britannique en Colombie a été et continue d'être la principale menace pour la paix

Cela explique que le seul consentement du Conseil de Sécurité ou, en dernière instance, celui de l'hégémon du système suffit pour décider d'une action de l'OTAN, jouant son rôle de bras armé de cet État Impérial. Les attaques, saccages, occupations de la Libye et finalement le monstrueux assassinat de Mouammar al Kadhafi sont la démonstration de leur comportement réel.

Isoler et ségréguer l'insurrection colombienne : la « narcoguerrilla »

Si l'empire, avec ses médias, ses intellectuels, les actions secrètes de ses services d'intelligence, a trouvé un adversaire à l'échelle planétaire –le terrorisme-, dans le cas de la Colombie, il a installé une matrice qui lui sert autant à justifier son intromission dans la politique interne (Plan Colombie) qu'à stigmatiser et partant isoler les révolutionnaires de ce pays : « le narcoterrorisme ».

Ce n'est un secret pour personne que le trafic de stupéfiants dans le monde est contrôlé par le Capital, qu'il est financé par le système bancaire international, que c'est un business de la bourgeoisie présent dans tous les ordres de l'État colombien, et que les

PÉRIAL EST UN DEVOIR ÉVOLUTIONNAIRE !



Matt Sesow, Set







De gauche à droite, en haut, Amilcar Jesus Figueroa Salazar aka "Tino" et Cliver Antonio Alcala Cordones, Freddy ; en bas : Alirio Bernal Rosales et Ramon Isidro Madriz Moreno aka "Amin"



Al-Qaïda, et ses rapports étroits avec les opérations secrètes des services de police des Etats-Unis

États-Unis appliquent le principe de double morale au sujet du trafic et de la consommation de stupéfiants.

Néanmoins, la contre-insurrection a employé des ressources énormes pour tergiverser la lutte d'un peuple qui, soit dit en passant, a dû faire face à un État qui possède la pire histoire de violations des droits humains de la région.

Cet État présente la lutte du peuple colombien à l'opinion internationale comme une activité délinquante. Cette publicité a non seulement réussi à confondre une grande partie de la population, mais elle a également pénétré des secteurs progressistes du continent ainsi que la « gauche repentie » qui a oublié il y a longtemps déjà les leçons de Lénine au sujet du pouvoir et de la position des révolutionnaires vis-à-vis ces conflits.

Voilà une des raisons pour laquelle le peuple de la Colombie oppose une résistance héroïque à ce Plan conçu par les États-Unis pour imposer une domination militaire sur toute la région. Le peuple colombien doit lutter au milieu d'un isolement criminel, car il reçoit la solidarité internationale à un degré infime au regard de son sacrifice.

Notre position au sujet du conflit colombien

Nous avons soutenu dans divers espaces que quiconque veut éviter la prolongation des actions sanglantes en Colombie, quiconque veut contribuer à la construction de la paix doit se prononcer en faveur d'une issue au conflit social et armé colombien par la négociation politique.

Nous soutenions cette option dans le passé, dans les espaces internationaux auxquels nous avions accès en tant que Député au Parlement Latino-américain (Président Tournant du Bureau Exécutif) et nous la soutenons aujourd'hui en tant que militant révolutionnaire.

Ni les pseudo-guerriers de l'Empire ni l'intransigeante bourgeoisie colombienne qui cherchent à anihiler les forces révolutionnaires ne sont à même de comprendre une telle position, ce qui ne fait que prolonger le conflit – comme l'histoire l'a prouvé.

Nous avons soutenu que la présence militaire nord-américaine, israélienne et britannique en Colombie a été et continue d'être la principale menace pour la paix et pour la sécurité de toute la région, y compris en particulier pour la stabilité du processus bolivarien. Le malaise des institutions et des porte-parole de l'Empire ne nous étonne pas, mais nous ne pouvons point penser autrement.

L'internationalisme est une composante essentielle de la tradition révolutionnaire de notre peuple, autant qu'un principe fondamental du socialisme. Pour les marxistes, la politique porte en soi une posture éthique à laquelle nous ne renonçons pas.

Viser le processus bolivarien

Nous comprenons d'ailleurs que les listes noires du BCAE font partie d'un dessein à plus grande échelle, cherchant à stigmatiser et à assiéger le processus bolivarien, par le biais d'une campagne de calomnies de nombreux cadres comprenant, à cette période préélectorale, des actions d'espionnage, de boycott, d'infiltration paramilitaire et de déstabilisation.

Ce n'est pas par hasard que des plaintes aient été déposées par plusieurs instances internationales au sujet de soi-disant violations des droits humains ou du contrôle des réseaux Internet de la part de notre gouvernement, de même que les décisions prises pour attaquer la souveraineté et l'autodétermination du système judiciaire vénézuélien ne sont pas fortuites.

Il ne faut pas oublier que, pour les réactionnaires internationaux et internes, il existe des scénarios éloignés de la légalité électorale et, dans ce sens, l'augmentation des sabotages du réseau électrique, des « pannes » du métro, de la manipulation des problèmes dans les prisons, du désapprovisionnement alimentaire ou la mise en scène du crime paramilitaire font partie des actions visant à favoriser électoralement les pions du soi-disant Bureau de l'Unité Démocratique (Mesa de la Unidad Democrática, MUD), ou bien simplement à créer les conditions d'issues d'une toute autre nature en cas d'échec électoral.

Hisser les drapeaux de l'anti impérialisme et de la solidarité avec les peuples en lutte

Notre meilleure réponse à cette insulte orchestrée par l'État Impérial est celle de maintenir notre contribution aux luttes de nos peuples afin de se débarrasser de la domination impérialiste, en hissant les drapeaux de la rédemption sociale.

C'est une lutte de plus en plus pertinente actuellement, quand le système coince l'humanité dans un dilemme en forme de cul-de-sac : soit les peuples travaillent au dépassement révolutionnaire de la crise, soit, cherchant à se recomposer, le système du capital avance vers l'instauration d'une dictature fasciste à échelle planétaire.

En fait, face à la crise du capital, il ne reste d'autre option au monde du travail que celle de présenter une proposition de société post-capitaliste. Dans le cas de notre Amérique, cette lutte a un double caractère : libérateur et socialiste.

Nous comprenons cette question dans les termes de Néstor Kohan dans son récent ouvrage « Simón Bolívar y la "manzana prohibida" de la revolución latinoamericana" (Simon Bolivar et le « fruit défendu » de la révolution latino-américaine - NdT) : ...« Il n'y aura pas de libération nationale sans émancipation sociale, et nous ne réussirons jamais à réorganiser la nouvelle société sur des bases non capitalistes ni mercantilistes, si en même temps nous ne parvenons pas à construire ce projet inachevé de Grande Patrie, rompant avec toute soumission et dépendance. Il n'y a pas et il n'y aura pas deux 'étapes' séparées (...) ni deux révolutions différentes : le processus de révolution latino-américaine est et devra être à la fois socialiste et de libération nationale, c'est-à-dire, de libération continentale.

La domination de classe et la question nationale ne forment pas un processus scissionné dans le temps et dans l'espace, mais des fils d'un même tissu social qui s'est formé de cette façon –subordonnée au système capitaliste mondial à travers ses partenaires locaux, les bourgeoisies, le lumpenprolétatariat et dépendante- depuis nos débuts historiques » (10).

En réponse à ces exigences, le processus politique qui se développe au Venezuela a commis ce que l'État Impérial considère comme un double crime :

1) emprunter des voies souveraines, et

2) tenter de construire une expérience post-capitaliste. Le premier s'est non seulement exprimé par la conduite souveraine de ses ressources stratégiques, mais il se manifeste également dans les thèmes essentiels de la politique internationale, tout en reprenant la recherche de l'unité de l'Amérique Latine.

Avidement, c'est un défit pour l'impérialisme habitué qu'il est à tracer les grandes lignes de conduite des gouvernements du Continent. D'ailleurs, si se débarrasser de la tutelle impériale est un crime, mettre sur la table le thème du socialisme, comme l'a fait le processus bolivarien est un plus grand crime encore, car il présente une option antisystème allant au-delà des frontières nationales au moment où la société bourgeoise n'en peut plus, lorsque la récurrence de la crise systémique a provoqué l'épanouissement de grands mouvements sociaux, là où l'on pouvait le moins les prévoir, des mouvements qui reflètent que les forces sociales ont encore à faire dans l'histoire.

Quand les indignés d'Espagne et des États-Unis, les rebellions ouvrières de Grèce, les protestations des travailleurs en France et en Angleterre face au recul de leurs conquêtes historiques, ou la grande rébellion qui a secoué le Maroc, la Tunisie, et l'Égypte au début de l'année concevront un programme antisystème, alors le point d'inflexion de l'ordre actuel sera marqué.

Quel mauvais exemple que celui du processus bolivarien ayant exploré des voies hors de la logique du capital !

C'est pourquoi il devint nécessaire de le déclarer État Voyou. Voyons ce que dit Chomsky : « Le concept d'État voyou joue un rôle prééminent dans la planification et les analyses politiques »... (11) et, suivant le même auteur, voyons quel est le comportement de l'État Impérial face à la désobéissance comme celle de notre pays : « Pour s'assurer que ses mandats sont loi, une superpuissance voyou doit maintenir la 'crédibilité' : le fait de ne pas respecter son pouvoir mène à de graves pénalisations. Cette idée est invoquée régulièrement pour justifier la violence d'État »... (12)

Dans les grandes lignes, devant la situation qui se présente à nous dorénavant, quelle autre posture adopter que celle qui intensifie la lutte anti-impérialiste, en marge des accusations, désignations et autres agressions qui viennent s'ajouter à une longue liste ? En premier lieu, il s'agit de mener une action pédagogique parmi nos compatriotes afin d'identifier autant les caractéristiques de la société bourgeoise d'aujourd'hui que la nature de la crise actuelle et la violence impérialiste présente.

Bien sûr, il faut participer à la conjonction des forces autour du Grand Pôle Patriotique pour garantir la continuité du processus politique entamé au sein de la société vénézuélienne, lequel a approfondi substantiellement la démocratie et à partir duquel, sous la dépendance essentielle du développement de la conscience et du pouvoir populaire, nous pourrons approfondir les devoirs socialistes.

Un processus de radicalisation qui aura une meilleure trajectoire si, en même temps, nous sommes capables d'amplifier nos relations avec les forces populaires et révolutionnaires de notre Amérique, et d'avancer vers la formation d'un mouvement bolivarien invincible au niveau continental.

Citations :

(1) James Petras, Estado Imperial, Imperialismo e Imperio, p.5.
(2) Idem, pp. 24-25.
(3) Luis Antonio Bigott, Otra vez y ahora si BOLIVAR CONTRA MONROE, p.19.
(4) Carlos Tupac, Terrorismo y civilización, Tomo I, p.17.
(5) Carlos Marx, El Capital, Tomo I, p. 646.
(6) Carlos Tupac, op. Cit., Tomo II, p.745.
(7) Eric Hobsbawm ; Guerra y Paz en el siglo XXI, p.4.
(8) Noam Chomsky, Estados canallas (el imperio de la fuerza en los asuntos mundiales), p. 15.
(9) Samir Amin, Geopolítica del imperialismo contemporáneo, pp. 17-18.
(10) Néstor Kohan, Simón Bolívar y la "manzana prohibida" de la revolución latinoamericana, p. x
(11) Noam Chomsky, Op. Cit. p .24.
(12) Noam Chomsky, Op. Cit. p .15.

Réferences :

AMIN, Samir (2011), Geopolítica del imperialismo contemporáneo, Instituto Municipal de Publicaciones de la Alcaldía de Caracas.
BIGOTT, Luis Antonio (2011), Otra vez y ahora si BOLIVAR CONTRA MONROE, Editorial Trinchera.
CHOMSKY, Noam (2001), Estados canallas (el imperio de la fuerza en los asuntos mundiales), Paidós, Colección Estado y Sociedad 93. Barcelona-Buenos Aires-México.
HOBSBAWM, E. (2007). Guerra y Paz en el siglo XXI. (Colección Memoria Crítica). Barcelona: Editorial Crítica.
KOHAN, Néstor (2011), Simón Bolívar y la "manzana prohibida" de la revolución latinoamericana, Editorial Trinchera, Caracas.
MARX, Carlos (2008), El Capital, 3 Tomos, Fondo de Cultura Económica, México.
PETRAS, James (2011), Estado Imperial, Imperialismo e Imperio, Instituto Municipal de Publicaciones de la Alcaldía de Caracas.
TUPAC, Carlos, Terrorismo y Civilización, Ediciones Insurgentes, Colombia, 2011. 2 Tomos.

31 octobre 2011
Traduit par Mercedes Otero
Edité par LGS
Tlaxcala : 9 novembre 2011

La victoire écrasante de Daniel et du FSLN

Par Fidel Castro

Des élections générales se sont déroulées au Nicaragua voilà soixante-douze heures, le dimanche 6 novembre, et Daniel et le Front sandiniste de libération nationale (FSLN) y ont remporté une victoire écrasante.

Le hasard a voulu que le quatre-vingt-quatorzième anniversaire de la glorieuse Révolution socialiste soviétique soit tombé le lendemain. Des ouvriers, des paysans et des soldats russes écrivirent des pages indélébiles de l'Histoire, et le nom de Lénine brillera à jamais parmi les hommes et les femmes qui rêvent d'une meilleure destinée pour l'humanité.

Ces questions sont toujours plus complexes, et l'on ne fera jamais assez d'efforts pour éduquer les nouvelles générations. Voilà pourquoi j'ouvre ici un espace pour commenter ce fait, parmi tant d'autres qui surviennent chaque jour sur la planète et dont nous prenons connaissance par des voies toujours plus nombreuses et que nul n'aurait imaginées voilà quelques décennies à peine.

Je dois dire que les élections nicaraguayennes se sont déroulées à la manière bourgeoise traditionnelle qui n'a rien de juste ou d'équitable, puisque les secteurs oligarchiques de nature antinationale et alignées sur l'impérialisme monopolisent la plupart du temps les ressources économiques et publicitaires qui sont en règle générale, surtout sur notre sous-continent, au service des intérêts politiques et militaires de l'Empire, tout ceci ne faisant que mettre en lumière l'ampleur de la victoire sandiniste.

C'est là une vérité que l'on connaît parfaitement dans notre patrie depuis que José Marti tomba à Dos Rios, le 19 mai 1895, pour « empêcher à temps, par l'indépendance de Cuba, que les États-Unis ne s'étendent dans les Antilles et ne s'abattent, avec cette force de plus, sur nos terres d'Amérique ». Je ne me lasserai jamais de le répéter, d'autant que notre peuple a été capable de supporter pendant un demi-siècle le blocus économique rigoureux et les agressions les plus brutales de cet Empire.

Ce n'est pourtant pas la haine qui inspire notre peuple, mais les idées. C'est d'elles qu'est née notre solidarité avec le peuple de Sandino, le Général des hommes libres, dont je lisais les hauts faits avec admiration voilà plus de soixante ans quand j'étais étudiant, sans disposer bien entendu des merveilleuses perspectives culturelles dont bénéficieront dans quelques jours les étudiants d'aujourd'hui qui, aux côtés des lycéens, participeront à ce qui est d'ores et déjà une belle tradition : le Festival universitaire du livre et de la lecture.

La mort héroïque du héros nicaraguayen qui lutta contre les occupants yankees fut toujours une source d'inspiration pour les révolutionnaires cubains. Notre solidarité avec le peuple nicaraguayen, qui s'est exprimée dès les premiers jours de la Révolution du 1er janvier 1959, n'a donc rien d'étonnant.

Le journal Granma nous rappelait hier, 8 novembre, la mort héroïque, en 1976, deux ans et demi avant la victoire, du fondateur du FSLN, Carlos Fonseca Amador, « tayacan vainqueur de la mort », selon les paroles d'une belle chanson écrite à sa mémoire : « Ô fiancé de la patrie rouge et noire, Tout Nicaragua te crie « Présent ! » »

Je connais bien Daniel. Il n'a jamais adopté de positions extrémistes et il est resté invariablement fidèle à des principes de base. Chargé de la présidence à partir d'une direction politique collégiale, il s'est caractérisé par son respect des vues des compagnons des autres tendances surgies au sein du sandinisme à un moment donné de la lutte révolutionnaire, devenant ainsi un facteur d'unité entre eux. Il était constamment en contact avec le peuple, ce qui explique la grande ascendance qu'il a prise dans les secteurs les plus modestes du Nicaragua.

La profondeur de la Révolution sandiniste lui gagna la haine de l'oligarchie nationale et de l'impérialisme yankee.

La sale guerre que Reagan et Bush imposèrent au pays et au peuple depuis la Maison-Blanche et l'Agence centrale de renseignement se caractérisa par les crimes les plus atroces.

Ils organisèrent, entraînèrent et équipèrent de nombreuses bandes contre-révolutionnaires ; ils firent du trafic de drogues un instrument permettant de financer la contre-révolution ; ils introduisirent des dizaines de milliers d'armes qui causèrent la mort ou la mutilation de milliers de Nicaraguayens.





Le dimanche 6 novembre 2011 Daniel Ortega et le Front sandiniste de libération nationale (FSLN) y ont remporté une victoire écrasante

Les sandinistes maintinrent les élections au milieu de la bataille injuste qu'ils livraient dans une position désavantageuse. C'était l'époque de l'effondrement du camp socialiste, de la désintégration imminente de l'URSS et du début de la Période spéciale dans notre patrie. Et il leur fut impossible de gagner les élections dans des circonstances si difficiles, bien qu'ils bénéficiassent, selon tous les sondages d'opinion, de l'appui de la majorité du peuple nicaraguayen.

Et celui-ci fut contraint de supporter à nouveau, pendant presque dix-sept ans, des gouvernements corrompus et vendus à l'impérialisme. Les taux de santé, d'alphabétisation et de justice sociale obtenus par les sandinistes commencèrent à chuter douloureusement. Mais les révolutionnaires, sous la conduite de Daniel, continuèrent de lutter durant ces années amères, et le peuple put retourner au pouvoir, bien que dans des conditions extrêmement difficiles qui exigeaient le maximum d'expérience et de sagesse politique.

Cuba était toujours en butte au brutal blocus yankee, à quoi s'ajoutaient les dures conséquences de la Période spéciale et l'hostilité d'un des pires assassins qui aient gouverné les États-Unis, George W. Bush, le fils de celui qui avait déclenché la sale guerre contre le Nicaragua, fait libérer le terroriste Posada Carriles pour le placer à la tête de la distribution d'armes aux contre-révolutionnaires nicaraguayens et gracié Orlando Bosch, l'autre auteur du crime de La Barbade.

Une nouvelle étape démarrait néanmoins dans Notre Amérique grâce à la Révolution bolivarienne au Venezuela et à la montée au pouvoir en Équateur, en Bolivie, au Brésil, en Uruguay, en Argentine et au Paraguay de gouvernements attachés à l'indépendance et à l'intégration des peuples latino-américains.

Je peux dire aussi avec satisfaction que la solidarité politique et sociale de Cuba avec la patrie de Sandino n'a jamais cessé. Et je dois affirmer en toute justice que le Nicaragua a été l'un des pays qui a utilisé le mieux la coopération de Cuba en santé et en éducation.

Les milliers de médecins qui ont prêté service dans ce pays frère héroïque se sentent vraiment stimulés par l'excellente utilisation que les sandinistes ont faite de leurs efforts. On peut en dire autant des milliers de professeurs qui furent envoyés, dans la première phase de cette révolution, dans les montagnes les plus reculées pour apprendre à lire et à écrire aux paysans. De nos jours, les expériences éducationnelles en général et, en particulier, les pratiques de l'expérience médicale découlant de l'École latino-américaine de médecine où se forment des milliers d'excellents médecins, ont été transférées au Nicaragua. Ces réalités constituent un grand stimulant pour notre peuple.

Ces détails que je mentionne ne constituent qu'un exemple des efforts féconds que les révolutionnaires sandinistes consentent pour développer leur patrie.

Le rôle fondamental de Daniel, qui ne s'est jamais écarté du peuple et qui a lutté inlassablement pour son bien-être, explique à mon avis sa victoire écrasante.

C'est aujourd'hui un leader vraiment expérimenté qui a été capable de gérer des situations complexes et difficiles à partir des années où son pays s'est retrouvé à nouveau sous la férule du capitalisme rapace. Il sait gérer intelligemment des problèmes compliqués, sait ce qu'on peut faire ou non, ce qu'on doit faire ou non pour garantir la paix et le développement économique et social soutenu de son pays. Il sait très bien qu'il doit sa victoire écrasante à son peuple héroïque et courageux, qui a largement participé aux élections et dont les deux tiers ont voté pour lui. Il a été capable de se lier étroitement aux ouvriers, aux paysans, aux étudiants, aux jeunes, aux femmes, aux techniciens, aux professions libérales, aux artistes et à l'ensemble des secteurs et des forces progressistes qui soutiennent le pays et le font avancer.

Son appel à toutes les forces politiques démocratiques qui sont prêtes à œuvrer pour l'indépendance et pour le développement économique et social du pays est, à mon avis, absolument correct.

Dans notre monde, les problèmes sont extrêmement complexes et difficiles. Mais, tant qu'il durera, nous, les petits pays, nous pouvons et nous devons exercer nos droits à l'indépendance, à la coopération, au développement et à la paix.

Fidel Castro Ruz
Le 9 novembre 2011

Non à l'extradition de Julian Assange


Le fondateur de WikiLeaks, Julian Assange

Par Robert Stevens

La décision la semaine dernière par la Haute Cour de Londres de rejeter l'appel du fondateur de WikiLeaks, Julian Assange, de son extradition vers la Suède est une attaque sur les droits démocratiques.

Le jugement de Sir John Thomas et du juge Ouseley a maintenu la décision de février 2011 du juge de district Howard Riddle au tribunal de Belmarsh ordonnant l'extradition, ignorant ainsi tous les éléments d'importance dans l'appel d'Assange.

Ayant recours au Mandat d'arrêt européen (MAE), qui est antidémocratique et arbitraire, les juges ont décidé que « Le procureur doit avoir le droit d'appliquer la loi suédoise à la procédure lorsque M. Assange sera formellement accusé et dont la présence sera nécessaire pour les besoins de la poursuite. »

Assange n'est toujours pas accusé en Suède d'avoir commis un crime, ni dans aucun autre pays. Malgré tout, après un appel de la décision qui a peu de chance de réussite, il sera envoyé de force en Suède sur la base d'accusations contestées et non corroborées d'agression sexuelle et de viol.

La décision des juges revenait à rendre le jugement que si la Suède exige qu'Assange soit extradé sous un MAE, c'est ce qui doit arriver, et ce, en dépit du fait que les présumées infractions ne puissent être la cause d'extradition au Royaume-Uni et qu'Assange ait pleinement collaboré avec les autorités lorsque les allégations ont initialement été faites.

Le traitement d'Assange par le système judiciaire britannique depuis son arrestation en décembre dernier contraste radicalement avec le traitement du dictateur fasciste chilien et massacreur Augusto Pinochet, dont l'extradition vers l'Espagne sous un mandat d'arrêt international émis par le juge Baltasar Garzón avait été rejetée. Arrêté en octobre 1998, Pinochet a passé plus d'un an au Royaume-Uni, dans le luxe, avant d'obtenir le droit de retourner au Chili pour cause de maladie. Parmi l'équipe de défense de Pinochet se trouvait Clare Montgomery, avocate pour le Service des poursuites judiciaires de la Couronne (Crown Prosecution Service), qui représente les autorités suédoises qui demandent l'extradition d'Assange.

Indépendamment des motifs personnels des accusatrices d'Assange – qui ont admis toutes deux que leurs relations sexuelles avec Assange avaient été consensuelles – leurs allégations ont été d'abord rejetées avant d'être reprises par un politicien social-démocrate de droite suédois.

Le véritable « crime » d'Assange est le suivant : par la publication d'une foule de documents secrets de l'Armée des États-Unis, de câbles diplomatiques et de vidéos, WikiLeaks a dévoilé le caractère criminel des invasions et occupations de l'Afghanistan et de l'Irak et de nombreux autres complots fomentés contre les peuples du monde par Washington et ses alliés.

Le jugement de la Haute Cour n'est que le dernier épisode d'une campagne coordonnée à l'échelle internationale menée par l'administration Obama et les agences de renseignement américaines visant à discréditer WikiLeaks.

Assange fait face à la plus grave menace contre sa liberté et sa vie. Sous la loi suédoise, il pourrait être détenu en isolement pendant des mois avant qu'un procès soit tenu. Il pourrait aussi être extradé aux États-Unis, où il pourrait faire face à des accusations passibles de peine de mort. Le vice-président américain Joseph Biden a décrit Assange comme un « terroriste high-tech », une accusation que d'autres ont répétée, soulevant la possibilité qu'il soit jeté en prison militaire sous les ordres du Président Obama et soit détenu indéfiniment en tant que « terroriste », sans aucun recours légal.

On n'a simplement qu'à noter le traitement infligé à Bradley Manning, le soldat américain accusé d'avoir fourni des informations à WikiLeaks, pour avoir une idée du sort possible réservé à Assange. Arrêté en mai 2010, il fait face à de multiples accusations incluant « aider l'ennemi », un crime capital. Il a été détenu depuis, la majeure partie du temps en isolement, sous des conditions qui, selon des visiteurs, l'ont rendu dans un état semi-catatonique.

Le coup monté légal contre Assange a été renforcé par une campagne médiatique de désinformation et d'insultes dirigée à son endroit. Un rôle clé a été joué par la presse soi-disant libérale dans le but de le réduire au silence et d'empoisonner l'opinion populaire.

Le New York Times était à l'origine l'un des partenaires médiatiques de WikiLeaks et avait reçu la permission de publier les documents qu'il avait obtenus. Il a reconnu avoir eu des rencontres avec des représentants de la Maison-Blanche dans le but de discuter des moyens les plus efficaces pour limiter l'impact négatif des révélations de WikiLeaks et a publié une série d'articles calomnieux et de commentaires dénonçant Assange et tentant de le discréditer. Suite à la décision de la Haute Cour contre Assange la semaine dernière, son édition du dimanche a répondu avec le titre cynique : « Est-ce la WikiFin? ».

En Grande-Bretagne, le Guardian s'est rapidement adapté à la campagne internationale contre Assange, au point d'exprimer son opinion en faveur de son extradition en Suède. Suite à la décision de la Haute Cour, il a publié un article d'opinion de Karin Olsson, la rédactrice culturelle du grand quotidien suédois Expressen. Décrivant Assange comme un « pirate rusé d'Australie », elle l'a appelé à « abandonner sa lutte futile contre l'extradition et à montrer un peu de respect envers le système de justice suédois ».

Dans un commentaire qui résume le tournant marqué à droite de la vaste majorité de ceux jadis considérés comme libéraux, elle a cité « le commentateur de gauche » Dan Josefsson comme ayant récemment admis qu'Assange « n'était pas le héros radical qu'il croyait, mais un libertaire solitaire et minable qui souhaite démolir les sociétés démocratiques ».

De telles attaques ad hominem contre la personnalité et les motivations d'Assange sont courantes, reléguant ainsi à l'arrière-plan le travail journalistique novateur et courageux de WikiLeaks, qui a exposé les grands crimes des puissances impérialistes.

Avec quelques exceptions, les organisations politiques qui prétendent être de gauche ont fait peu ou rien pour s'opposer à la vendetta judiciaire et politique contre Assange. En Grande-Bretagne, le Socialist Workers Party n'a rien écrit sur Assange depuis un article de cinq phrases au mois de mars, alors que le Socialist Party n'a pas dit un mot depuis 11 mois.

Depuis décembre 2010, les deux organisations ont tenté de discréditer l'importance des révélations de WikiLeaks. Le SWP a fait une déclaration en première page le 7 décembre qui disait que « WikiLeaks n'est pas une menace » alors que le Socialist Party pontifiait sur la question : « Aussi mauvaises les révélations soient-elles, les socialistes savaient déjà jusqu'où l'impérialisme américain peut aller... »

Il va sans dire que les syndicats en Grande-Bretagne n'ont rien fait pour défendre Assange. Tout ce qui intéressait l'Union nationale des journalistes en décembre 2010 était de louanger WikiLeaks pour sa décision de passer par des « canaux respectables du journalisme incluant Der Spiegel, le Guardian, le New York Times, Le Monde et El Pais » afin d'assurer un « journalisme responsable dans l'intérêt du public ».

Le vrai rôle de ces publications « responsables » et « respectueuses » peut être vu dans leurs efforts toujours en cours pour dénigrer Assange.

Julian Assange doit être vigoureusement défendu et il faut s'opposer à son extradition. La destruction d'Assange et de WikiLeaks serait une victoire pour les forces de la réaction partout et un dur coup pour la liberté d'expression, la liberté de presse et Internet ainsi que les droits démocratiques élémentaires.

L'expérience témoigne que cette tâche ne peut être confiée à des milieux prétendument libéraux qui proviennent des sections les plus prospères de la petite-bourgeoise vers laquelle Assange est lui-même orienté.

Même les meilleurs éléments de ce milieu sont incapables de s'opposer au tournant vers la droite de leurs collègues et des organisations politiques à laquelle ils continuent de s'associer, que ce soit les travaillistes ou les libéraux-démocrates en Grande-Bretagne, le Parti démocrate aux États-Unis ou bien les sociaux-démocrates en Suède.

Le World Socialist Web Site insiste sur le fait que la défense d'Assange et de WikiLeaks peut aller de l'avant seulement sur la base d'une perspective socialiste, anticapitaliste et anti-impérialiste. Tout dépend des efforts déterminés pour mobiliser politiquement les couches les plus larges possible de travailleurs et de jeunes internationalement.

Wsws 7 novembre 2011

Mieux vaut naître à Cuba qu'aux États-Unis


Des enfants cubains. Cuba est au 8ème rang pour le système de soins médicaux accordés aux enfants devant l'Allemagne, la France ou les États-Unis

L'ONG « Save the Children », organisation internationale basée aux États-Unis qui lutte pour les droits des enfants, a publié cette semaine une nouvelle étude mesurant le niveau de la qualité des soins médicaux pour les enfants dans divers pays.

Selon le classement produit par l'organisation, parmi les 161 pays évalués, le Tchad et la Somalie occupent les deux dernières positions et la Suisse et la Finlande, les deux premières. Cuba est la première nation latino-américaine, en 8ème position, devant l'Allemagne (10ème), la France (12ème), le Royaume-Uni (14ème) et les États-Unis (15ème). Parmi les pays latino-américains, l'Uruguay occupe la deuxième place, à la 31ème position mondiale, suivi par le Brésil, 35ème. Le Mexique n'atteint que la 65ème place dans le classement, et l'Argentine, la 77ème.

La liste de « Save the Children » mesure le nombre de professionnels dans le domaine de la santé disponibles dans un pays, l'état de développement du système de vaccination publique et des soins aux femmes enceintes et aux jeunes mamans. Selon les calculs de l'organisation, la Suisse, au premier rang, atteint l'indice de 0,983, alors que le Tchad, à la dernière place, ne dépasse pas les 0,130.

Les pays les plus mal cotés ne comptent pas plus de sept médecins et infirmiers pour dix mille habitants, alors que le minimum approprié conseillé par l'Organisation mondiale de la santé (OMS) est de 23 professionnels.« La crise des professionnels de la santé dans le monde coûte la vie à des enfants chaque jour. Les programmes


Le président Raul Castro et des enfants cubains

de vaccination, de médicaments et de soins préventifs ne sont rien s'il n'y a pas de professionnels formés pour les offrir à ceux qui en ont besoin », a déclaré Mary Beth Powers, une des coordinatrices de « Save the Children », dans un communiqué publié par l'organisation mardi dernier.

L'étude a été commandée par l'Assemblée générale des nations unies. L'objectif est de faire pression sur les leaders mondiaux pour qu'ils prennent de nouveaux engagements dans le cadre de la campagne « Chaque femme, chaque enfant » lancée par l'ONU même en 2010. L'objectif de l'action est de réduire la mort d'enfants et de mères dans le monde, qui atteigne annuellement le chiffre de 8,1 millions et 358 000 chaque année, respectivement.

Traduction JC
Solidarite-internationale
19 septembre 2011

Le sénateur démocrate américain Bernie Sanders du Vermont dénonce le système oligarchique en place aux USA

NDLR. En ces temps de graves déséquilibres financiers qui secouent l'Union européenne avec les fâcheuses répercussions potentielles sur une économie américaine déjà très mal en point, bouleversements liés à la cupidité du vorace système oligarchique financier des Etats-Unis et de l'Europe, l'intervention du sénateur Bernie Sanders au Sénat américain, le 10 décembre 2010, vaut la peine d'être rappelée. Car elle stigmatisait et dénonçait la conduite irresponsable, la soif insatiable de richesse des « escrocs de Wall Street», composante essentielle du 1% qui tient 99% de la population en otage, accumulant plus d'argent et de pouvoir.

Monsieur le Président,

Il y a une guerre en cours dans ce pays, et je ne fais pas référence à la guerre en Irak ou la guerre en Afghanistan. Je parle d'une guerre menée par certains des gens les plus riches et plus puissants dans ce pays contre les familles des travailleurs des Etats-Unis d'Amérique, contre la classe moyenne qui se rétrécit et disparaît.

La réalité est que beaucoup des milliardaires de la nation sont sur le chemin de la guerre. Ils veulent davantage encore, et toujours davantage. Leur cupidité n'a pas de fin et apparemment il y a très peu de préoccupation pour notre pays ou pour le peuple de ce pays s'il interfère avec l'accumulation de plus de richesse et de pouvoir.

Monsieur le Président, dans l'année 2007, le 1% au sommet ayant les plus gros revenus aux Etats-Unis a gagné 23.5% de tous les revenus. 1% a gagné 23.5% de tous les revenus, plus que les 50% en bas de l'échelle; ça n'est apparemment pas assez. Le pourcentage de revenus allant vers ce 1 pour cent a presque triplé depuis les années 70. Au milieu des années 70, ce pourcentage a gagné environ 8% de tous les revenus. Dans les années 80, le chiffre est monté à 14% et à la fin des années 90 ce 1 pour cent a gagné 18%. Et aujourd'hui alors que la classe moyenne s'effondre, ce 1 pour cent gagne 23.5% de tous les revenus, plus que les 50% en bas de l'échelle.

Aujourd'hui si vous pouvez le croire, le dixième supérieur de ce 1 pourcent gagne 12 centimes sur chaque dollar gagné en Amérique. Nous parlons de beaucoup de choses dans l'hémicycle du sénat. Toutefois, nous oublions de parler de la réalité: qui est gagnant dans cette économie et qui est perdant. Et il est très clair pour quiconque qui passe deux minutes à étudier la question que les gens au sommet se portent extraordinairement bien alors qu'en même temps la classe moyenne s'effondre et que la pauvreté se développe.

Monsieur le Président, si vous pouvez croire ça beaucoup de gens sont en colère, ils se demandent ce qui arrive à leurs revenus, à leur vie, à la vie de leurs enfants, alors qu'entre 1980 et 2005, 80% de tous les nouveaux revenus créés dans ce pays sont allés à ce 1 pour cent. 80% de tous les nouveaux revenus ! Et c'est pourquoi les gens





La réalité est que beaucoup des milliardaires de la nation sont sur le chemin de la guerre, ces « escrocs de Wall Street», composante essentielle du 1%

se demandent : que se passe-t-il dans ma vie ? Comment puis-je travailler plus longtemps pour un salaire si bas ? Comment puis-je m'inquiéter de savoir si mes enfants auront un niveau de vie aussi bon que celui que j'ai eu.

Aujourd'hui, les cadres de Wall Street, les escrocs de Wall Street dont l'action a résulté en la sévère récession dans laquelle nous sommes maintenant, les gens dont l'action, les actions illégales et sans scrupule ont abouti à ce que des millions d'Américains perdent leur emploi, leur maison, et leur épargne, et puis devinez quoi ? Après qu'ils ont été renfloués les PDG aujourd'hui gagnent plus d'argent qu'ils n'ont fait avant le renflouement.

Monsieur le Président, alors que la classe moyenne dans ce pays s'effondre et que les riches deviennent encore plus riches, les Etats-Unis ont maintenant et de loin la distribution la plus inégale de revenus et de richesse de tous les grands pays sur Terre. Quand nous étions à l'école, nous lisions les manuels qui parlaient des républiques bananières en Amérique latine. Nous lisions des livres sur des pays où une poignée de gens possédaient et contrôlaient la plupart des richesses de ces pays. Eh bien, devinez quoi ? C'est exactement ce qui arrive aux Etats-Unis.

Monsieur le Président, les gens les plus riches de ce pays , mais pas tous d'ailleurs, pas tous, il y a beaucoup de gens riches de ce pays qui comprennent, qui sont fiers d'être Américains, qui comprennent qu'une de ces choses qui sont importantes c'est que nous soyons tous prospères. Mais il y a d'un autre côté beaucoup qui sont apparemment seulement préoccupés par de plus en plus de richesse et de pouvoir pour eux-mêmes. Et c'est un problème, cette cupidité est un problème dont nous devons nous préoccuper. Au milieu de tout ça, l'inégalité grandissante des revenus et des richesses dans ce pays, nous sommes confrontés au problème de ce que nous faisons avec les exemptions fiscales de Bush de 2001 et 2003.

Et si vous pouvez croire ça, nous avons des gens ici, beaucoup de mes collègues républicains qui nous disent : oh, je suis si inquiet pour nos déficits records, je suis terriblement inquiet pour une dette nationale de 13,700 milliards de $, terriblement inquiet pour la dette que nous allons laisser à nos enfants, petits enfants. Mais attendez un peu, c'est très important que nous ayons donné sur 10 ans 700 milliards d'exemptions fiscales aux 2% du haut de l'échelle. Oh oui, nous sommes inquiets pour la dette, pour le déficit, mais nous ne sommes pas inquiets que des millionnaires, des gens qui gagnent au moins 1 million de $ par an ou davantage, aient en moyenne $100,000 d'exemptions fiscales par an.

Donc, on a une dette nationale de 13,700 milliards en augmentation, il y a une inégalité croissante de revenus chez le 1% au sommet gagnant plus que les 50% les plus pauvres. Mais la plus haute priorité de plein de mes collègues républicains, c'est de faire en sorte que les millionnaires et milliardaires aient davantage d'exemption fiscales. Je pense que c'est absurde. Mais ce n'est pas seulement des taux d'impôts sur les revenus dont nous parlons, c'est de la taxe foncière aussi. Et soyons clairs, certains de mes amis veulent éliminer complètement la taxe foncière qui existe dans ce pays depuis 1916.

Soyons clairs que chaque centime de bénéfice, tous ces bénéfices iront vers les trois dixièmes du 1 pour cent. Et si nous faisions comme le voudraient certains de mes amis, éliminer complètement la taxe foncière, ça nous coûterait 1,000 milliards de $ en ressources sur une période de 10



Le sénateur américain Bernie Sanders, Sénateur démocrate du Vermont

ans, tous les bénéfices allant aux trois dixièmes de ce 1 pour cent. Donc, je suis sûr que dans peu de temps mes amis vont venir dans l'hémicycle : nous sommes très inquiets pour les déficits, nous sommes très inquiets pour la dette nationale, mais vous savez nous sommes plus préoccupés à donner d'énormes exemptions fiscales aux gens les plus riches de ce pays.

Mais Monsieur le Président, la question des impôts n'est qu'une partie de ce que certains de nos amis riche veulent voir se produire dans ce pays. La réalité est que beaucoup de ces gens veulent ramener les Etats-Unis aux années 20 et ils veulent faire de leur mieux pour éliminer toute trace de législation sociale pour lesquelles les familles de travailleurs se sont battus bec et ongles pour avoir un minimum de stabilité et de sécurité dans leur vie. Il y a des gens, pas tous, mais certains qui veulent privatiser ou éliminer complètement la sécurité sociale. Ils veulent privatiser ou rogner substantiellement « Medicare ». Si vous avez 75 ans, vous n'avez pas d'argent, bonne chance pour avoir à un coût abordable votre assurance-santé d'une société privée d'assurance. Je suis sûr qu'il y a plein d'assurances privées qui sont ravies de prendre en charge les seniors à bas revenus qui se battent avec le cancer ou une autre maladie.

Monsieur le Président, j'ajouterai qu'il y a des chefs d'entreprise et beaucoup de membres du Congrès qui non seulement veulent continuer, ils veulent développer notre politique commerciale désastreuse. Ma femme et moi nous sommes allés faire nos courses pour commencer nos achats de Noël, et nous avons vu que quasiment tous les produits qui étaient dans le magasin étaient fabriqués en Chine, en Chine et en Chine.

Il semble que nous soyons un pays dans lequel nous avons un 51e Etat appelé Chine qui fabrique quasiment tous les produits que nous consommons, nous les Américains. Notre politique commerciale a résulté en la perte de millions d'emplois bien payés. De grosses sociétés et des PDG ont dit : pourquoi réinvestir en Amérique, quand je peux aller dans les pays où les gens sont payés 50, 75 centimes par heure. C'est ce que je vais faire et tant pis pour les travailleurs de ce pays.

Donc, non seulement nous ne parlons pas de cette politique commerciale, mais il y a des gens qui veulent l'amplifier. Une des chose que nous allons voir se produire c'est qu'alors que nous luttons avec un déficit record et une grande dette nationale causés par la guerre en Irak et en Afghanistan, causés par les exemptions fiscales pour les riches, causés par un non payement sur le programme de médicaments de « Medicare » partie D, causés par le renflouement de Wall Street, augmentant le déficit et la dette nationale, eh bien, il se trouve des gens pour dire Oh mon Dieu ! Nous avons toutes ces dépenses et nous devons donner des exemptions aux millionnaires et milliardaires. Mais nous voulons équilibrer le budget.

Comment ils vont faire ça ? Eh bien manifestement, nous allons économiser sur la santé, nous allons économiser sur l'éducation, nous allons économiser sur la petite enfance, nous allons économiser sur le programme PELT. Nous n'avons plus assez d'argent pour les familles et leurs besoins, nous allons économiser sur les bons alimentaires. Nous n'allons sûrement pas accroître les aides aux chômeurs. Nous avons une

Suite à la page (16)

Occupons nous de l'avenir

Par Noam Chomsky

Cet article est tiré de « La Jornada » basé sur un exposé de Noam Chomsky dans le campement d'Occupons Boston à Dewey Square le 22 Octobre. Il a parlé dans le cadre d'une série de conférences à la mémoire d'Howard Zinn, à l'initiative de l'Université libre d'Occupons Boston.

Suivre une conférence sur Howard Zinn est une expérience douce-amère pour moi. Je regrette qu'il ne soit pas ici pour prendre part et revigorer un mouvement qui aurait été le rêve de sa vie. En fait, on y retrouve nombre de ses fondements [de son analyse historique].

Si les liens et les regroupements/ associations qui se mettent en place lors de ces événements remarquables ont besoin de se soutenir sur la période longue et difficile qui nous attend, la victoire n'arrivant jamais tôt, les protestations d'Occupons pourraient représenter un moment important/significatif dans l'histoire américaine.

Je n'ai jamais rien vu de tel que le mouvement Occupons, tant dans la taille que le caractère, que ce soit ici ou ailleurs dans le monde. Les avancées qu'Occupons tente de créer avec des communautés de coopération [coopératives] pourraient bien être la base des organisations permanentes qui seront nécessaires pour surmonter les obstacles à venir et la répression qui est déjà là.

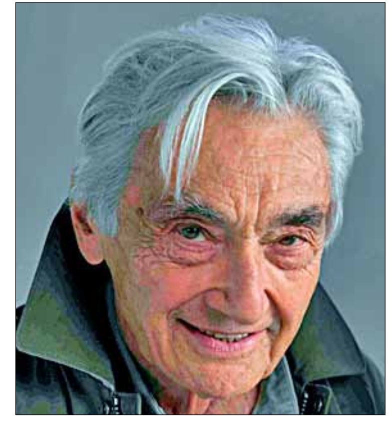
Dire que le mouvement Occupons soit sans précédent est quelque chose qui semble approprié, puisque qu'il s'agit d'une ère sans précédent, non seulement pour ces temps-ci mais depuis les années 70.

Les années 70 ont été une époque décisive pour les États-Unis. Elles ont représenté le début d'une campagne vers une société en développement, pas toujours dans le meilleur sens, mais avec une avancée générale vers l'industrialisation et la richesse.

Même au cours des périodes plus sombres, l'espoir persistait que le progrès continuerait. J'étais à peine assez vieux pour me souvenir de la grande dépression. Vers le milieu des années 30, la situation étant objectivement beaucoup plus dure qu'aujourd'hui avec un esprit très différent.

On organisait un mouvement ouvrier militant – avec le Congrès des Organisations de l'Industrie (CIO) et d'autres – les travailleurs organisant des grèves avec occupations, une étape pour prendre et gérer les usines eux mêmes.

Grâce aux pressions populaires, nous avions obtenu une nouvelle législation pour notre traitement (New Deal). La


Howard Zinn

sensation prévalait que nous sortirions de ces temps difficiles.

Maintenant il y a un sentiment de désespérance et parfois de désespoir. C'est quelque chose d'assez nouveau dans notre histoire. Durant les années 30, les travailleurs pouvaient prévoir que les emplois reviendraient. Maintenant, les travailleurs des manufactures, avec un chômage pratiquement au même niveau que durant la grande dépression, savent que si les politiques actuelles persistent, ces emplois auront disparu pour toujours.

Ce changement dans la perception de la perspective états-unienne a évolué à partir des années 70. Avec un changement de direction, plusieurs siècles d'industrialisation se sont convertis en désindustrialisation. Bien sur la fabrication s'est poursuivie, mais à l'étranger ; une forme d'activité très lucrative pour les entreprises mais nocive pour la main d'œuvre.

L'économie s'est axée sur la finance. Les institutions financières se sont énormément étendues. Le cercle vicieux entre la finance et la politique a crû et s'est renforcé. La richesse s'est de plus en plus concentrée dans le secteur financier. Les hommes politiques confrontés aux coûts élevés des campagnes ont encore plus dépendu de ceux qui les soutenaient avec l'argent.

Et, à leur tour, les hommes politiques ont favorisé les politiques favorables à Wall Street : la déréglementation, les réformes fiscales, un relâchement des règles de gouvernance des entreprises, ce qui a intensifié le cercle vicieux. Le collapsus était inévitable. En 2008, le gouvernement est encore une fois venu à la rescousse des firmes de Wall Street qui étaient censément trop grosses pour faillir, avec des dirigeants trop importants pour être emprisonnés.

Maintenant tout est parfait, pour le dixième partie du un pour cent de la population qui a bénéficié de toutes ces années de cupidité et de mensonges.

En 2005, Citigroup, qui a incidemment à plusieurs reprises bénéficié des plans de sauvetage du gouvernement – a considéré le luxe comme une opportunité de croissance. La banque a distribué une brochure pour les investisseurs les invitant à mettre leur argent dans les secteurs en lien avec un indice dit de plutonomy(*), identifiant les actions des entreprises relatives ou s'adressant au marché de luxe. « Le monde est divisé en deux blocs : la plutonomy et le reste », a résumé Citigroup. « Les États-Unis, la Grande-Bretagne et le Canada sont les plutonomys principales : les économies reposant/propulsées par le luxe. »

Concernant les non riches, on les nomme parfois les « précaires » : le prolétariat mène une existence précaire dans la périphérie de la société. Cependant, cette « périphérie » s'est convertie en proportion substantielle de la population des États-Unis et d'autres pays.

Ainsi, nous avons la plutonomy et le précariat : un pour cent et 99 pour cent, comme le voit le mouvement Occupons. Ce ne sont pas des chiffres littéraux mais oui, l'image est exacte.

Le changement historique de la perception populaire en matière de confiance dans l'avenir révèle une tendance qui pourrait être irréversible. Les protestations d'Occupons sont la première réaction populaire importante qui pourrait changer cette dynamique.

Je pense être resté jusque là dans une transcription fidèle de l'évènement. Mais il y a deux événements dangereux dans l'arène internationale qui opacifient tout le reste, ou le faire oublier.

Pour la première fois dans l'histoire il y a des menaces réelles quant à la survie de l'espèce humaine. Depuis 1945 nous avons des armes nucléaires et il semble miraculeux que nous ayons survécu. Mais les politiques du gouvernement de Barack Obama et de ses alliés promeuvent une escalade.

L'autre menace bien sûr est la catastrophe environnementale. Enfin, pratiquement tous les pays du monde prennent des mesures pour faire quelque chose à ce sujet. Mais les Etats-Unis font mouvement arrière !

Un système de propagande ouvertement reconnu par la communauté affairiste déclare que le changement climatique est un canular des secteurs libéraux. Pourquoi devrions-nous prêter/ accorder attention à ces scientifiques ?

Si nous continuons dans cette intransigeance dans le pays le plus riche et puissant du monde, nous ne pourrons pas éviter la catastrophe. Quelque chose doit être fait avec discipline et de manière soutenue. Et rapidement. Il ne sera pas facile d'avancer. Il est inévitable que des difficultés et des échecs se présentent. Mais sauf à ce que le processus qui s'amorce ici et dans d'autres parties du pays ne continue de croître dans le monde entier et se convertisse en une force importante dans la société et en politique, les possibilités d'un avenir décent de l'humanité iront en s'amoindrissant.



Un pour cent et 99 pour cent, comme le voit le mouvement Occupons. Ce ne sont pas des chiffres littéraux mais oui, l'image est exacte

Des initiatives significatives ne peuvent pas croître sans une ample base populaire et active. Il est nécessaire de populariser dans tout le pays et de faire comprendre aux gens ce qu'est le mouvement Occupons. Chacun peut le faire tout en ayant en tête quelles conséquences résulteraient de ne rien faire.

Organiser sur une telle base implique d'accorder une grande importance à l'éducation et l'activisme. Enseigner/ Éduquer les gens ne signifie pas leur dire en quoi croire, mais apprendre avec eux et d'eux.

Karl Marx a dit : « La tâche n'est pas de seulement comprendre le monde mais de le transformer. » Une variante de cette indication est de garder à l'esprit qu'il s'agit de changer le monde afin de mieux nous comprendre. Cela ne signifie pas écouter un cours ou lire un livre, bien que cela aide parfois. Il s'agit d'apprendre en participant, en agissant. Il s'agit d'apprendre des autres. Il s'agit d'apprendre des gens qui veulent organiser. Il s'agit d'atteindre la connaissance et l'expérience nécessaires pour la formulation d'idées pouvant être mises en application.

L'aspect le plus digne d'enthousiasme du mouvement Occupons c'est la construction de liens qui s'élargissent partout. S'il peut se maintenir et s'étendre, le mouvement Occupons pourrait entraîner une dynamique destinée à mettre la société sur une trajectoire plus humaine.

Notes

(*) http://www.investopedia.com/terms/p/plutonomy.asp#axzz1cnJo24ye

Qu'est-ce que Plutonomy Mean?

La croissance économique est alimentée et consommée par les riches des classes supérieures de la société. La Plutonomy se réfère à une société où la majorité de la richesse est contrôlée par une minorité toujours plus réduite; en tant que telle, la croissance économique de cette société devient dépendante de la fortune de cette même minorité de riches.

Investopedia explique Plutonomy

Ce mot à la mode a été initialement inventé par les analystes de Citigroup en 2005 pour décrire l'incroyable croissance de l'économie américaine pendant cette période, malgré une augmentation des taux d'intérêt, des prix des matières premières et le gonflement de la dette nationale. Les analystes de Citigroup ont fait valoir que tant qu'une telle économie continuerait à croître malgré ces éléments contradictoires, le plus important était que les ultra-riches de la société prospèrent afin de maintenir cette belle croissance. Les analystes croyaient aussi qu'outre les Etats-Unis, Canada, Grande-Bretagne, la Chine était également gagnée par cette plutonomy.

Howard Zinn est un historien, activiste et auteur de Une Histoire populaire des Etats-Unis.

Source : Cubadebate.
2 novembre 2011.
Traduit de l'espagnol par Maurice Lecomte
Changement de Société
13 novembre 2011

Suite de la page (4)

chauffeur, en l'occurrence, maitre Briel Lagrandeur, âgé de 39 ans, attaché au palais national. Transporté en toute urgence à l'hôpital de la Paix Delmas 33, il y a rendu son âme. Revenant de la Guadeloupe comme participant à un séminaire, Me. Lagrandeur était accompagné de deux autres confrères, Me. Samuel Madistin et Me. Normil. Lors d'une intervention sur les ondes de radio Caraïbes, à l'émission « Ramassé », Me. Samuel Madistin qui a déploré cette attaque à mains armées qui a causé la mort de son confrère a fait savoir qu'aucune patrouille policière n'a été remarquée dans la zone, ce qui donne aux bandits le Champ libre à commettre leur forfait.

De même que dans les 30 minutes qui ont suivi, un commerçant a été tué dans la même zone. Pour protester contre cet acte criminel, les hommes de la basoche ont décidé d'observer un arrêt de travail de deux jours, lundi 14 et mardi 15 novembre.

Alors que le phénomène d'insécurité bat son plein à la capitale, dans les zones de provinces les anciens membres des Forces Armées d'Haïti terrorisent la population, prétextant que l'armée va sous peu être remobilisée, malgré la déclaration de mise au point du président Martelly. Ce que le président appelle désordre.

Dans la foulée, la Police Nationale d'Haiti a procédé le mercredi 9 novembre, lors d'une opération, à l'arrestation d'Arnel Joseph et Chavannes ainsi connu, deux chefs de gang basés au village de dieu a annoncé le responsable du commissariat de Police de Port-au-Prince, l'inspecteur, Joseph Dupont.

« Ces deux individus font partie d'un réseau de malfaiteurs qui opère dans le village de Dieu depuis très longtemps et qui sont impliqués dans l'assassinat de plusieurs policiers. » indique-t-il. L'inspecteur a de plus ajouté qu'un commissaire a été abattu le 28 Octobre dernier par un bandit armé appelé Emmanuel, l'un des membres du réseau d'Arnel Joseph. L'inspecteur Dupont a indiqué que les bandits ont avoué avoir assassiné plusieurs policiers dont l'agent Pierre Calixte. Plusieurs autres cas de victimes de l'insécurité ont été signalés à travers divers quartiers de la zone métropolitaine de Port-au-Prince. A l'approche des fêtes de fin d'année, les actes de banditisme, de criminalité, de kidnapping, d'insécurité ont toujours tendance à remonter. La montée vertigineuse de l'insécurité ces derniers jours à la capitale, selon certains observateurs n'est-ce pas une stratégie pour justifier la nécessité de ressusciter les anciennes forces armées d'Haïti, prônée depuis quelques jours par le président Martelly ? Face à cette recrudescence de l'insécurité, la Police Nationale d'Haïti éclaboussée dans l'affaire d'arrestation arbitraire et illégale du député Arnel Bélizaire n'a pas encore mis en place un plan de sécurité apte à contrecarrer les actions des bandits.

Certains observateurs estiment que la politique lacunaire au niveau du pouvoir exécutif et la corruption qui gangrène le pouvoir judiciaire auraient été à la base de l'insécurité. D'autres disent des facteurs socio-économiques, tels : le chômage, la misère, la faim, la déportation des bandits formés à l'extérieur sont également générateurs de l'insécurité.

Suite de la page (8) Des chats.....

Déclaration de politique générale

Un nombre impressionnant et détaillé de projets de construction de routes ,d'installation d'échangeurs auto-routiers et de bretelles, de ponts, d'endiguement des rivières, de désenclavement de routes, de système électronique pour l'électrification, de systèmes d'irrigation(30000 ha à réparer, 40000 ha à construire), de scolarisation universelle, de santé, de reboisement de 15 000 à 20 000 ha par an, de résolution de la problématique des personnes déplacées en 5 ans, de construction des édifices publics, d'un taux de croissance de 9% l'an(actuellement négatif), de création d'emplois et marchés publics etc…(Je n'en donne qu'une liste partielle) .

On est en droit de se demander quels sont les calculs qui ont conclu que 600 milliards de Gourdes (15 milliards de dollars USA) couvriront la réalisation de ces projets et la formation des cadres en 5 ans, soit 3 milliards de dollars USA l'an. Par ailleurs, des 3 milliards de dollars USA l'an du budget annuel les revenus de l'état ne garantissent que le tiers, les 2 tiers devront provenir des bailleurs de fonds étrangers, soit une dette odieuse de 2 milliards de dollars USA l'an. Prenant en compte différentes définitions de grands économistes mentionnées dans Plate-forme Dette et Développement (www.dette2000.org) on peut dire que « la dette odieuse est celle contractée contre les intérêts de la population d'un Etat (à faible capacité de remboursement) sans son consentement.

Une dette assortie de conditions imposées par le Fonds Monétaire International (ou tout autre créancier) qui rendent le remboursement presque impossible et séquestrent cet Etat dans un endettement permanent ».

Nous avons montré dans plusieurs articles comment l'alliance de la dette et de la corruption a causé le séisme économique qui a précédé le tremblement de terre du 12 janvier 2010 et continue de plus belle. Le gouvernement se compose d'un Premier ministre, de 17 ministres, de 19 secrétaires d'Etat, de 15 directeurs généraux. Le budget est une mangeoire pour grands et petits mangeurs. La galère vogue … sur les eaux tumultueuses de la colère.

Les parlementaires et autres nigauds séduits par une Déclaration de Politique Générale trompe-l'œil n' y ont vu que du bleu. Mais où sont les économistes et médias haïtiens ? Le gros bons sens populaire s'exprime clairement qui dit : « rat manje kann, zandolit mouri inosan « le rat mange la canne à sucre, mais c'est l'anolis innocent qu'on tue ».

Le peuple veille, se mobilisera et supprimera les révoltantes inégalités.

Franck Laraque
Professeur Emérite, City College, New York

Suite de la page (14)

priorité plus importante, Monsieur le Président, il faut absolument donner des exemptions aux milliardaires. C'est de ça qu'il s'agit ici, n'est-ce pas ? Ils financent les campagnes, ils reçoivent ce qui est à eux.

Monsieur le Président, de façon assez surprenante nous avons nos amis à Wall Street, PDG des grandes institutions financières, ils veulent abroger ou diminuer nombre des dispositions modestes de la loi de réformes financières. J'ai voté pour cette loi et je vais vous dire clairement qu'elle n'allait sûrement pas assez loin, mais elle allait trop loin pour nos amis de Wall Street et leurs lobbyistes qui sont tous ici et pour les centaines de millions de dollars que Wall Street dépense, ici. Ils veulent abroger ou ralentir certaines des réformes, ici.

Ces gens veulent réduire les pouvoirs de l'IPEA et du Département de l'Energie pour qu'Exxon Mobil puisse demeurer la société la plus profitable de l'histoire du monde, alors que les sociétés pétrolières et charbonnières continuent à polluer notre air et notre eau. L'année dernière, Exxon Mobil a réalisé 18 milliards de profit, et devinez : ils ont payé zéro en impôts. Ils ont eu un remboursement de 150 millions de dollars de l'IRS. Je suppose que ça ne suffit pas. Il faut donner aux sociétés pétrolières encore plus d'exemptions fiscales.



Des manifestants du mouvement « Occupy Wall Street » protestant contre la responsabilité des banques et des financiers dans la crise économique actuelle. Leur mot d'ordre « Nous sommes les 99 pour cent »

Donc Monsieur le Président, je crois qu'on en est là ; il faut se l'avouer, il y a une guerre en cours. La classe moyenne lutte pour son existence et elle s'attaque aux forces les plus riches et puissantes dans le monde dont la cupidité n'a aucune limite. Et si nous ne commençons pas à nous battre ensemble et représenter ces familles, il n'y aura plus de classe moyenne dans ce pays.

Monsieur le Président, sur ce je rends la chaire.

Transcription des sous-titrés français de la video : la Rédaction

Traduction : amateur hussardelamort

NDLR. **Bernard Sanders**, âgé de 70 ans est l'un des deux sénateurs représentant l'État du Vermont au Congrès des États-Unis. Il a été maire de Burlington (Vermont), de1981 à 1989, député à la Chambre des Représentants de 1997 à 2007. Il est sénateur des Etats-Unis depuis janvier 2007. Il est le premier sénateur américain à se désigner comme socialiste http://fr.wikipedia.org/wiki/Socialiste ou socialiste démocratique. A la Chambre du Sénat américain, le 10 décembre 2010, Sanders s'est élevé énergiquement contre la décision de Barack Obama de reconduire les exemptions d'impôts décidées par George Bush.

Suite de la page (8) Bill Clinton.....

l'Intérieur admet sa présence à l'Aéroport lors de l'arrestation du Député Arnel Bélizaire, mais c'était pour le voyage de son épouse. Les affaires familiales priment-elles sur les prérogatives étatiques? Ce comportement soulève beaucoup d'inquiétudes et pas mal d'interrogations. Qui sont nos gestionnaires publics? Quels sont les mobiles qui les portent à agir ? Qui représentent-ils vraiment? Ont-ils les qualités morales et intellectuelles suffisantes pour délibérer au nom de la République? Ne constituent-ils pas de préférence, une menace pour la Nation? Que prévoit le code de déontologie en une telle occurrence? Comment tirer le pays de cette impasse?

A dire vrai, ils ne sont pas tous corrompus. Certains d›entre eux se rétractent et dénoncent les manoeuvres déloyales de leurs collègues qui ne sont pas dignes de cette Haute Assemblée. La présence d›un Pasteur des Cultes réformés et d›un ancien Prêtre endigue les débordements. Le Sénateur Andris Riché de la Grande Anse (Alternative) a fait preuve d›une objectivité à toute épreuve. Les Directoires des Partis Politiques que les Sénateurs transfuges représentent sont particulièrement concernés par leur comportement licencieux parce qu›ils les ont supportés lors des dernières élections. Nous avons à l›Assemblée Nationale des Parlementaires que les Partis Politiques ont encouragés les électeurs à voter. Donc si certains Sénateurs érigent un système d›enrichissement illicite en échangeant leurs votes contre des prébendes ou des postes de l'Exécutif au profit de leurs parents, au mépris des intérêts nationaux, les pontes de nos Partis Politiques ne peuvent pas se retrancher derrière leur mutisme et laisser faire. Il y a péril en la demeure. Ces fils dénaturés et parjures qui représentent l'opprobre de certaines Familles Politiques au Sénat doivent être excommuniés.

Si le Parlement s›avise à combattre la corruption, il doit d›abord faire preuve de transparence et de clarté parmi ses pairs à l›instar du Sénateur de l›Artibonite François Anick Joseph. Ils ne peuvent pas tout trafiquer moyennant espèce sonnante et trébuchante. Même la souveraineté nationale n›est pas exempte. Dans un pays sclérosé par le fonctionnariat et des intérêts mesquins, l›électorat haitien est très mal représenté. Il est plutôt utilisé et exploité par des flibustiers en quête de rapines. Il nous faut vaincre l›inertie coutumière du peuple haïtien afin de défier l›audace de ces vendeurs du Temple. Nous subodorons que la Société haïtienne en général et les instances des Partis Politiques en particulier vont sanctionner les fautifs. S›ils ont été élus c›est parce qu›on les a votés. En conséquence, s›ils ont dévié de leurs itinéraires de parcours, ils doivent être ramenés sur le droit chemin.

Haiti est politiquement malade. Nous assistons piteusement à la dénaturation complète de l›Assemblée Nationale. Les deux Chambres Hautes et Basses sont quasiment pourries, ce qu›on appelle pourries, c›est à dire bonnes à jeter à la poubelle de l›histoire. Avec ces chats bottés qui siègent au Sénat, s›installe une véritable cleptocratie au Palais Législatif. Le despotisme prend le dessus et l›esprit de lucre de nos mandataires prime sur les intérêts nationaux. Cependant, vu le déclin du Sénat, transformé en un véritable marché aux puces, tout silence serait complice. Une certaine lenteur coupable s›observe à la fois du côté du Législatif et de l›Exécutif. De part et d›autre des commissions sont formées avec des missions vraiment farfelues qui laissent entendre que la rémission du péché de l›arrestation arbitraire du Député Arnel Bélizaire ne sera pas au rendez-vous. Sans aucune absolution on va de crise en crise. Cette entorse est symptomatique du danger qui menace la Barque Nationale à cause des spéculations des chats au Sénat. Fort heureusement ces chats du Grand Corps ne peuvent pas partir à la dérobée avec le magot car le bruit de leurs bottes résonne dans les couloirs du Parlement.

A l›ère de la Mondialisation et de l›Internet, on ne peut plus assister à la résurgence des dictatures rétrogrades qui monopolisent l›espace politique en le considérant comme leur lopin de terre où elles peuvent planter et récolter ce que bon leur semble. Le comportement de nos Sénateurs dans le cadre du traitement du dossier de l›arrestation d›Arnel Bélizaire est plutôt digne de l›attitude du chat botté dans les Contes de Perrault.

Jean Erich René
13 novembre 2011

Suite de la page (5)

de la résistance quotidienne, anonyme du peuple haïtien, dans toute sa hideur morale, intellectuelle et politique. Qui sont alors ces « saboteurs» ? «*La force d'occupation d'espèce néo-coloniale qui traque dans les ruines et sous les tentes le destin de «la première république nègre de l'histoire» [et qui]tient son illégitimité délinquante de l'héritage indigène et carnavalesque des Soulouque, Tonton Nord, Charles Oscar, Papa Doc, Baby Doc, général Titid* [sic]». Pourquoi pas général Cedras ? Est-ce là l'expression sourde d'une haine non pas vraiment contre Titid mais plutôt contre un large secteur de la population souffrante encore attachée à ce Titid, cauchemar des GNBIStes ?

Au courage et à l'héroïsme du peuple cubain dans l'oeil du cyclone états-unien, Dépestre aura préféré la compagnie d'intellectuels français dévoyés comme Régis Debray. Au soir de sa vie (il a 86 ans), l'homme semble avoir amorcé une phase présénile de complète déconfiture politique. Devenu français et apparemment fier de l'être, Dépestre n'est plus que l'ombre de lui-même qui en 1998, déclarait déjà dans son «Métier à métisser» : «*J'ai dû, dans la douleur et la révolte, écarter énergiquement de mon horizon psychologique à la fois l'idée de révolution et l'idée rimbaldienne de changer la vie*». Versant dans l'individualisme d'un *granmounn gaga*, il se contente seulement, aujourd'hui, de vouloir «*changer en flambées d'invention le tumulte vital que j'ai derrière moi. Pour cela j'ai besoin absolument de rester bien à l'écart des revues, des colloques, des vains débats qui contrarient ma solitude*». Faut pas déranger l'intellectuel franco-jacmélien, il rêve et déconne à la fois.

Pour conclure, disons que Jacques Roumain avait bien raison :« Il faut examiner avec l'attention scientifique de l'entomologiste, les individus qui inventent des prétextes moraux pour entrer, par la porte de la cuisine, dans le camp des ennemis du peuple. C'est alors qu'on découvre le lamentable insecte petit bourgeois paralysé par l'angoisse abjecte, qui se réfugie dans la chrysalide de la poésie pure ou de la liberté de l'esprit parce que le mouvement inexorable de l'histoire menace les intérêts de classe de ses patrons qui ont porté la production mentale au niveau d'un article de magasin».

Comme aimait rappeler ma grand-mère paternelle : tout est dit, tout est consommé.





Etats-Unis : la police chasse les "99%"





Deux mois après le début du "mouvement des 99%", les autorités semblent avoir décrété la fin de ces campements

Par M. E

Plusieurs campements du mouvement "Occupy", la version américaine des "Indignés" européens, ont été démantelés par la police ces derniers jours à travers tout le pays. Les autorités invoquent des raisons de sécurité, alors que quatre personnes ont été retrouvées mortes. Mais les "99%", par opposition au 1% qui détient 40% des richesses du pays, n'ont pas dit leur dernier mot. Ils entendent notamment marcher sur Wall Street jeudi.

Aux Etats-Unis, deux mois après le début du "mouvement des 99%", les autorités semblent avoir décrété la fin de ces campements de toiles. Plusieurs d'entre eux – Wall Street, Oackland, Burlington, Salt Lake City, par exemple – ont été démantelés ces derniers jours par les forces de l'ordre, à grands renforts de bennes qui ont tout emporté.

A l'aube mardi, le square Zuccotti, qui accueillait le mouvement "Occupy Wall Street" depuis le 17 septembre dernier, a été entièrement vidé. Des centaines de policiers sont intervenus pour arracher les nombreuses tentes et des barrières métalliques empêchent désormais tout accès au square. Les manifestants, équivalents américains des "Indignés" européens, avaient été prévenus de l'imminence de l'intervention des forces de l'ordre. "Les occupants du parc Zuccotti doivent partir temporairement et enlever les tentes et matelas. Ils pourront revenir une fois le parc nettoyé", écrivait, peu avant l'opération de déblayage, le maire de New York, Michael Bloomberg, dans un communiqué.

Au début de leur intervention, les policiers ont diffusé un message enregistré, via des haut-parleurs : "Tout doit être enlevé immédiatement. Si vous refusez d'enlever vos tentes et de partir, vous serez sujet à arrestation. Une fois que tout aura été enlevé, vous pourrez revenir." La plupart des "campeurs" avaient obéi, et seul un groupe d'une dizaine de personnes a défié les autorités. Toutes ont été arrêtées sans ménagement et embarquées vers le commissariat. Même scénario à Oakland, à l'est de San Francisco, où la police est intervenue lundi matin, ou encore à Portland, dans l'Oregon, dimanche, et à Denver et Salt Lake City samedi.

Quatre morts et une agression sexuelle

Les autorités justifient ces évacuations forcées par des raisons de sécurité, alors qu'au moins quatre décès ont été recensés dans le sillage du mouvement «Occupy» ces derniers jours. A Oakland, les journaux locaux ont ainsi annoncé la mort par balle d'un homme, à proximité du campement. Selon le Los Angeles Times, qui cite la police, la victime ne serait toutefois pas un membre du camp. A Burlington, une ville universitaire du Vermont, un homme de 35 ans a été retrouvé mort dans sa tente. Mais selon les dernières informations, il s'agirait d'un suicide. Mardi dernier, c'est un homme de 53 ans qui avait été retrouvé mort dans sa tente à Occupy New Orleans, en Louisiane. Les raisons de son décès ne sont pas encore connues. Un homme est mort sur le campement de Salt Lake City après une intoxication au monoxyde de carbone, combinée à une surdose de stupéfiants. Enfin, au moins une agression sexuelle a été recensée à Zucotti Park, à New York.

Conscients des problèmes de sécurité rencontrés sur leur campement, les «Indignés» made in USA estiment avoir fait le nécessaire, pour protéger les femmes notamment. A Wall Street, une tente leur avait ainsi été réservée après l'agression sexuelle. Sur les réseaux sociaux, notamment sur Twitter, les manifestants crient leur colère après l'évacuation de leurs campements. A New York, ils envisagent déjà de se réinstaller au square Foley, situé non loin du square Zucotti, voire à Central Park. Toujours à New York, les 99% ont prévu une grande manifestation jeudi, à l'occasion de l'anniversaire des deux mois du mouvement. Mot d'ordre : «Nous fermerons Wall Street!». Leur marche devrait les conduire sur le pont de Brooklyn. En octobre, plus de 700 personnes avaient été interpellées lors d'un défilé semblable. Mais les manifestants entendent bien défier une nouvelle fois les autorités.

Le JDD 15 novembre 2011

Après les élections, le Guatémala à nouveau soumis à une main de fer?

Par Emile Schepers

Les guatémaltèques sont allés aux urnes le 6 novembre pour une élection présidentielle opposant un militaire qui a promis de diriger avec « une main de fer » (mano dura) et un homme d'affaires qui a promis d'organiser des exécutions publiques. Avec un tel choix, il n'est peut-être pas surprenant que le taux de participation ait été faible, environ 50%.

Le Général Otto Perez Molina, du Parti Patriote, l'homme à la main de fer, a gagné avec 53,7% contre le joyeux homme d'affaires et ses exécutions, Manuel Baldizon, du parti LIDER, qui a obtenu 46,3% des suffrages.

Dans une région du monde où la gauche a une force considérable, comment en est-on arrivé à ce que l'élection se joue entre deux hommes de droite ? Des accusations crédibles de participation à des violations massives des droits de l'homme lors des longues dictatures soutenues par les Etats-Unis- qui ont commencé par le renversement du président de gauche Jacobo Arbenz en 1954- ont été portées contre Perez Molina. Baldizon, à côté de son enthousiasme pour les exécutions publiques, a été accusé par ses adversaires de liens avec les cartels de la drogue.

D'abord, la principale alliance du centre-gauche, l'Union Nationale de l'Espérance- Grande Allaiance Nationale, du président sortant Alvaro Colom, a fait un mauvais calcul. D'après la constitution guatémaltèque, Colom ne pouvait être son propre successeur. Donc son parti a décidé de présenter sa femme, Sandra Torres. Mais la constitution interdit également les parents, y compris les époux et épouses, du président sortant de se présenter. Colom et Torres ont donc essayé de s'en tirer en divorçant, mais les tribunaux ne l'ont pas accepté. Donc le centre-gauche a fini par n'avoir aucun candidat.

Plus à gauche, l'alliance du « Front élargi », formée par le Winaq, URNG-MAIZ, et l'Alternative Nouvelle Nation, ont présenté la militante des droits indigènes, Rigoberta Menchu, prix Nobel. Toutefois, elle a obtenu seulement 3% des votes le 11 septembre. Compte tenu de la renommée nationale et internationale de Menchu et le fait que les organisations soutenant sa présidence étaient issues, en partie, de l'ancien mouvement de guérilla, qui a eu à un moment un soutien considérable à la base, un chiffre si bas peut sembler surprenant. Mais bien que les conflits lancés par le coup d'État de la CIA en 1954 aient été « résolus » par des négociations à partir de 1996, le Guatemala est encore le pays de l'impunité, où les riches et les puissants dirigent la majorité miséreuse par la violence et par la peur. Les guatémaltèques de la campagne, en particulier, sont très conscients de ce que le militantisme de gauche peut vous mettre en danger de mort.



Le Général Otto Perez Molina, du Parti Patriote, l'homme à la main de fer, a gagné avec 53,7%

La raison principale de ce glissement à droite, toutefois, c'est la terreur provoquée parmi les guatémaltèques par une augmentation massive du nombre de crimes violents durant le mandat présidentiel de M. Colom. C'est un phénomène régional, également constaté au Salvador et au Honduras. Afin de contrôler les voies commerciales par lesquelles la cocaïne est transportée à travers l'Amérique Centrale et le Mexique pour arriver aux États-Unis, les cartels de la drogue mexicains colonisent des zones entières du Guatemala, en particulier le Peten, dans les jungles de la péninsule du Yucatan et le long de la frontière avec le Mexique Des gangs comme les fameux « Zetas » éliminent quiconque se met en travers de leur chemin. Rares sont les affaires de meurtre à avoir été portées devant les tribunaux. Évidemment, le sentiment que le gouvernement de M. Colom n'était pas à la hauteur de la tâche d'en finir avec cette vague de crimes s'est répandu.

Perez Molina promet qu'il utilisera les mêmes méthodes contre le crime que l'ancien président colombien Alvaro Uribe et du président mexicain Felipe Calderon, en dépit du fait qu'il s'agisse dans les deux cas d'approches militaires (matériellement soutenues par les États-Unis) qui ont conduit à un accroissement de la violence. Perez Molina est sur le point d'augmenter la taille et la présence de l'armée et de la police. On ignore ce qu'il fera concernant l'économie guatémaltèque à l'agonie et de sa pauvreté endémique.

Le nouveau président obtiendra probablement le soutien de la majorité des 158 membres du Congrès monocaméral. Durant les élections générales du 11 septembre, son Parti Patriote a remporté 26 nouveaux sièges (sur un total de 56 sièges) tandis que l'Union Nationale de L'espérance- Grande Alliance Nationale de M. Colom en a perdu 37 (ce qui lui en laisse 48). La coalition de gauche de Rigoberta Menchu a gagné un nouveau siège, ce qui lui fait un total de seulement trois députés. Le LIDER de Baldizon a remporté 14 nouveaux sièges, ce qui lui en fait 14 au total. La plupart des autres partis représentés au Congrès sont aussi des partis de droite.

A quel point la main de fer serat-elle dure? Parmi les premières nominations au gouvernement faites par Perez Molina, il y a le Colonel Mauricio Lopez Bonilla, désigné comme Ministre de l'Intérieur, en charge de la sécurité interne. Lopez Bonilla a été conseiller du dictateur Efrain Rios Montt, qui a dirigé le Guatémala de 1982 à 1983. Rios Montt, avec le soutien total de l'administration Reagan, a lancé une vague génocidaire de répression contre la population indigène Maya des montagnes, tuant environ 70 000 personnes.

Il y a donc des chances que la main d fer soit très dure.

Source : People's World, 10 novembre 2011
Traduit de l'anglais par Marc Harpon
Changement de Société 13 novembre 2011

Le favori des banques européennes nommé chef du gouvernement grec

Par Stefan Steinberg

L'ancien vice-président de la Banque centrale européenne Lucas Papademos a été nommé à la tête du gouvernement de coalition grec jeudi, suite à la pression concertée des marchés financiers, du Fond monétaire international (FMI) et des principales institutions monétaires cette semaine.

Mardi et mercredi, les marchés de la finance internationale avaient indiqué, par une vague de ventes, leur mécontentement face aux atermoiements de la Grèce dans la nomination d›un nouveau chef de gouvernement. Suite à l›annonce que Papademos allait devenir le nouveau premier ministre, le président Karolos Papoulias a immédiatement cherché à apaiser les marchés. Il a fait une déclaration jeudi dans laquelle il a promis que la priorité du nouveau gouvernement serait d›appliquer fidèlement les accords de prêts de la Grèce avec l›eurozone et le FMI.

Du point de vue de la finance internationale, Papademos a des références impeccables pour ce nouveau poste. Du milieu des années 1980 au milieu des années 1990 Papademos a travaillé comme économiste en chef à la Banque de Grèce avant de de devenir directeur de la banque en 1994; Il a occupé ce poste jusqu›en 2002, supervisant les préparatifs du pays pour l›adhésion à l›eurozone.

Papademos a ensuite quitté la Banque de Grèce pour prendre le poste de vice président de la Banque centrale européenne jusqu›en 2010. Il a travaillé toute l›année dernière comme conseiller auprès du gouvernement de George Papandreou. Il a fait ses études aux Etats-Unis et a brièvement occupé le poste d›économiste en chef à la Banque de réserve fédérale de Boston.

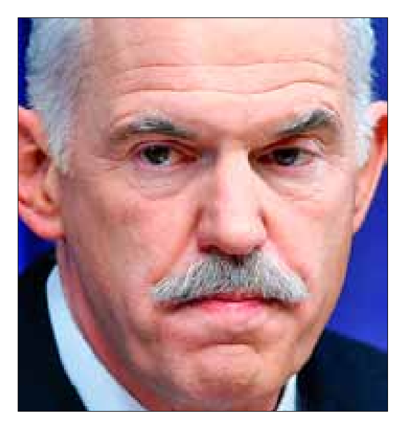
Lucas Papademos est considéré par ses collègues banquiers comme quelqu›un de sûr, un homme qui prendra ses ordres directement des principaux établissements financiers.

La nomination de Papademos est survenue juste après que la directrice du FMI christine Lagarde eut appelé à une plus grande « clarté économique » en Grèce comme en Italie.

Cette nomination est le résultat d›un accord passé entre le premier ministre sortant Papandreou, le dirigeant de l›opposition conservatrice Antonis Samaras et le dirigeant du parti ultradroitier LAOS, Giorgos Karatzaferis. Les pourparlers au Palais présidentiel d›Athènes étaient arrivés au point mort mercredi quand un certain nombre de députés du gouvernement PASOK au pouvoir et de l›opposition Nouvelle Démocratie s›étaient opposés à la candidature du président du parlement Filippos Petsalnikos, un homme considéré comme trop proche de Papandreou.



Le nouveau Premier ministre grec Lucas Papademos



Le Premier ministre sortant George Papandreou

Papademos avait aussi fait part de ses propres exigences. Il a exigé que tout gouvernement qu›il présiderait soit autorisé à gouverner au-delà de la date butoir du 19 février déjà choisie pour les nouvelles élections. Papademos a aussi demandé que des députés de Nouvelle Démocratie soient inclus dans ses forces de coalition pour assurer une coalition large afin d›appliquer les mesures d›austérité. On ne connaît pas encore les concessions qui ont été faites au parti nationaliste d›extrême-droite LAOS pour obtenir son soutien au nouveau régime..

Ce qui ressort clairement des événements de ces quelques derniers jours est que la nomination de Papademos était une condition préalable à l›éligibilité de la Grèce pour une aide financière immédiate et l›accès à un nouveau plan de sauvetage de 130 millards d›euros de la part de l›Union européenne et du FMI.

La nomination de Papademos a été, comme on s'y attendait, bien accueillie par le patronat et par les organismes financiers grecs et internationaux. Jeudi, l'index de la bourse d'Athènes était en hausse de 3,17 pour cent et les banques grecques ont gagné 10,2 pour cent.

Dimitris Daskoloupoulos, président de la Fédération hellénique des entreprises a déclaré jeudi que le nouveau gouvernement, qu›il a appelé un « gouvernement de salut national », était « le dernier espoir pour l›économie grecque. »

Reflétant l›opinion des cercles financiers et patronaux européens, Fredrik Erixon, directeur du Centre européen d›économie politique internationale de Bruxelles a dit dans Bloomberg: « C›est un banquier habile et réfléchi et il a suffisamment de distance par rapport à la politique grecque pour être vu comme quelqu›un qui se tient au-dessus de la corruption politique des partis grecs. »

Ni le Parti communiste grec (KKE) ni Syriza, amalgame de divers groupes de pseudo-gauche, n›ont participé aux pourparlers et tous deux ont critiqué la nomination de Papademos. Durant ces deux dernières années, ces deux organisations ont joué un rôle clé dans la démobilisation de la classe ouvrière grecque et la création d›un climat politique où le gouvernement PASOK au pouvoir a été en mesure d›appliquer une série de plans d›austérité punitifs.

Cherchant à démontrer sa crédibilité en tant que parti constitutionnel responsable, Syriza a réagi à la décision de Papandreou, il y a dix jours, de limoger l›état-major des forces armées grecques, par une promesse de loyauté envers l›armée. Rejetant le danger très réel d›un coup militaire, l›organisation a mis en garde que la décision du gouvernement « donne l›impression qu›il cherche à créer des forces armées hautement politisées qu›il pourra contrôler en période de crise politique. »

Malgré la brève reprise à la bourse grecque, la situation économique du pays continue de se dégrader. Jeudi, les derniers chiffres du chômage, qui sous-estiment grandement l›étendue réelle de la crise de l›emploi du pays, ont atteint un nouveau record à 18,4 pour cent. Les chômeurs étaient au nombre de 907 953 en août, soit une augmentation de 10,7 pour cent par rapport au mois précédent. Le taux de chômage des jeunes entre 15 et 24 ans est monté en flèche à 43,5 pour cent, soit trois fois son niveau d›il y a trois ans.

Tandis que les actions grecques rebondissaient jeudi, les marchés européens et américains restaient largement plats. Ceci reflète les inquiétudes grandissantes que l›épicentre de la crise de la dette est passé de la Grèce à des pays européens plus grands, notamment l›Italie.

Ayant installé un technocrate en Grèce, les cercles financiers insistent à présent pour que l›ancien banquier italien et ancien commissaire européen en charge de la concurrence Mario Monti devienne le nouveau dirigeant du gouvernement en Italie aussi vite que possible. Suite à l›annonce mercredi du premier ministre italien Silvio Berlusconi qu›il allait démissionner, mais pas de suite, les marchés ont fait monter les taux d›intérêt des obligations italiennes jusque bien au-dessus de 7 pour cent.

Les sections dominantes de la classe dirigeante en Europe sont déterminées à imposer des technocrates soi-disant « non politisés. » Papademos et Monti ont été choisis précisément parce qu›ils sont considérés comme des personnalités qui sont engagées à appliquer les dictats des banques, sont éloignés des cercles politiques de leur pays et ont suffisamment de mépris pour les procédures démocratiques. Néanmoins, leur nomination ne réussira pas à atténuer la crise qui s›aggrave et qui, selon de récents rapports, échappe de plus en plus à tout contrôle.

Selon Banca Italia, les investisseurs italiens ont fait sortir du pays 80 milliards d›euros en août et septembre, anticipant une faillite de l›Etat. On estime que les investisseurs grecs auraient transféré ces derniers mois 250 milliards d›euros vers des «refuges sûrs. »

Tout récemment, des experts financiers en vue se plaignaient de ce que les dirigeants européens avaient ouvert une boîte de Pandore, tout d›abord en proposant que soient impliqués dans le renflouement grec les investisseurs du

Suite à la page (19)

Iran, le scénario de la catastrophe

Par Manlio Dinucci

Sur un ton de bonimenteur, le ministre israélien de la défense Ehud Barak a annoncé que si « le pays était contraint à une guerre » contre l'Iran, cela ne lui coûterait pas « 100mille morts, ni 10mille ni même 1.000 mais à peine 500 et même moins si tout le monde reste à l'abri chez soi ».

Ne sont pas compris, dans le calcul macabre, tous les autres morts.

Selon de hauts fonctionnaires britanniques, l'attaque contre l'Iran pourrait avoir lieu entre Noël et le début de la nouvelle année, avec l'appui logistique étasunien. Les experts pensent que les sites nucléaires iraniens seraient touchés par des missiles et des chasseurs-bombardiers, à travers trois couloirs aériens : un direct à travers Jordanie et Irak, un méridional à travers Jordanie et Arabie saoudite, un septentrional à travers la Méditerranée et la Turquie .

Les implantations nucléaires seraient touchées par des bombes pénétrantes à tête non-nucléaire, comme les Blu-117 déjà fournies par les USA, qui peuvent être larguées à plus de 60 Kms de l'objectif, sur lequel elles se dirigent automatiquement.

Que se passerait-il si était détruite la centrale nucléaire iranienne de Bushehr, qui a commencé à produire de l'électricité en septembre dernier pour une capacité de 60 mégawatts ? Un nuage radioactif se produirait, semblable à celui de Tchernobyl, qui, selon les vents, se propagerait sur le Golfe persique ou même sur la Méditerranée.

Les conséquences seraient encore plus graves si, par rétorsion, l'Iran frappait le réacteur israélien de Dimona, dont la puissance est estimée à 70-150 MW. L'Iran ne possède pas d'armes nucléaires, mais a des missiles balistiques à moyenne portée, testés en juin dernier, qui, avec leur portée d'environ 2.000 Kms, sont en mesure d'atteindre Israël. Ces missiles sont installés dans des silos souterrains et, donc, difficilement neutralisables par une attaque « préventive ».

Si le réacteur de Dimona, qui produit du plutonium et du tritium pour les armes nucléaires israéliennes, était endommagé ou détruit, le nuage se propagerait non seulement sur Israël (Dimona est à seulement 85 Kms de Jérusalem), mais aussi sur la Jordanie (distante de 25 Kms) et l'Egypte (distante de 75 Kms).

Et, selon les vents, ce nuage pourrait atteindre même l'Italie et d'autres pays européens. Les radiations (surtout celles de l'iode-131 et du césium-137) provoqueraient avec le temps des milliers de morts par cancer.

Voila ce qui est prévu par ceux qui planifient l'attaque contre l'Iran. Il est donc prévu de neutraliser la capacité de riposte de l'Iran. Ceci ne pourrait être fait par les seules forces israéliennes. Selon Dan Plesch, directeur du Centre d'études internationales de l'Université de Londres, « les bombardiers étasuniens sont déjà prêts à détruire 10mille objectifs en Iran en quelques heures ». Et même la Grande-Bretagne, révèle The Guardian, est prête à attaquer l'Iran.

Le plan prévoit à coup sûr le déploiement d'armes nuclaires israéliennes (parmi lesquelles le missile Jericho à longue portée testé le 2 novembre) et aussi étasuniennes et britanniques. Soit pour dissuader l'Iran d'effectuer de lourdes représailles, même contre des bases étasuniennes du Golfe, soit par une attaque résolutive effectuée avec une bombe à neutrons, qui contamine moins mais tue davantage.

Une guerre contre l'Iran comporterait la plus haute probabilité d'une utilisation d'armes nucléaires depuis la fin de la guerre froide jusqu'à nos jours. Tandis que l'opinion publique est concentrée sur le « spread » (écart) financier, le « spread » humain augmente : le différentiel entre les choix politiques et ceux nécessaires pour la survie de l'espèce humaine.

Il Manifesto 11 novembre 2011
Traduit de l'italien par Marie-Ange Patrizio
Info-Palestine 11 novembre 2011

Violence de domicile à Santo, un mort et des blessés

Le matin du jeudi 10 novembre dernier, l'inspecteur municipal de la PNH, Joel Coffy, 45 ans, a été abattu dans sa résidence à Impasse Manguier, Santo 19, nord de Port-Au-Prince. L'inspecteur Coffy était affecté à la Direction Centrale de la Police Administrative (DCPA).

La victime, avant d'avoir été atteinte de 4 projectiles, avait eu le temps de riposter courageusement aux bandits ; ce qui a occasionné d'autres blessés parmi les membres de la famille de l'inspecteur, occupant la maison. Monsieur Coffy a rendu l'âme dans un centre hospitalier à Port-Au-Prince. L'information du décès de l'inspecteur Joël Coffy a été communiquée par le porte parole par intérim de la PNH Gary Desrosiers qui, d'ailleurs, n'était pas en mesure de fournir beaucoup de détails. « Ce matin, à 4 heures, l'inspecteur municipal, Joël Coffy, 45 ans, affecté à la DCPA, est assassiné chez lui par des bandits en cavale qui ont violé sa demeure et lui ont logé 4 balles. Le constat du décès du commissaire Coffy a été exécuté par le juge de paix Auris Félix. Je ne suis pas en mesure de préciser s'il y a d'autres victimes. La DCPJ est au courant du crime. Elle a déjà dépêché sur les lieux une équipe composée notamment des agents de la DCPJ et de la Police scientifique ».

Par ailleurs, selon les informations fournies par l'inspecteur de police Dupont Joseph, un dangereux chef de gang du nom de Arnel Joseph qui opérait tambour battant dans le bidonville Village de Dieu, a été ligoté le matin du jeudi 10 novembre dernier par les agents de la PNH. Le chef de gang Arnel Joseph est l'auteur de beaucoup d'assassinats d'agents de la PNH dont l'agent III Pierre Calixte affecté au commissariat de Port de Paix.

Violence : la banalisation du mal !

Par Jean-Marie GAUTHIER

Les injustices criantes engendrées par la course mondiale à l'argent, les fractures sociétales émanant des brassages culturels et humains vécus sans respect ni tolérance, les exclusions de toutes sortes, l'éclatement des familles… tout cela entraîne une violence inouïe dans tous les pays du monde aujourd'hui. Fait nouveau, ce vent de folie touche la jeunesse en premier alors qu'elle devrait en être exclue. Les banlieues de toutes les grandes villes, et pas seulement, voient les « marginalités humaines » prendre le dessus, les clans, les groupes s'affronter. L'insécurité, après la faim, est devenue un phénomène majeur que les Etats ont du mal à maîtriser.

Annah Arendt avait pointé avec beaucoup de justesse cette « banalité du mal » qui guette tous les peuples. Primo Levi dans « si c'est un homme » ouvrait une brèche pour nous permettre de réfléchir et d'enrayer le vertige.

Un livre récent vient à point nommé ébranler nos certitudes et illusions que « ça passera ». Il s'agit du roman « Tout, tout de suite » de Morgan Sportès aux éditions Fayard. Voilà un coup de poing littéraire qui nous réveille de notre torpeur ou de notre indifférence.

Dans ce roman vrai implacable de réalisme, l'auteur retrace comme un détective et un médecin légiste l'engrenage terrifiant qui a conduit à l'enlèvement, à la séquestration et à l'assassinat d'un jeune en 2006 dans la banlieue parisienne par une bande de voyous très organisée. Les parents de la victime innocente n'avaient pas payé la rançon. Tout le monde a encore en mémoire ce fait divers horrible commis par « le gang des Barbares » comme on l'avait appelé en 2009 lors de leur jugement.

Effrayant ce roman, mais tellement réaliste, vrai et juste. Certes nous sommes au sommet de la cruauté ; mais les petites violences quotidiennes vécues partout dans l'occident de nos sociétés aisées veulent s'exporter à travers le monde et gangrènent tous les continents. Tous ces faits d'intimidation, racket, menaces, meurtres à l'arme blanche pour un rien y mènent. Cela commence petit par les bagarres et irrespects impunis dans les cours de récréation, dans les cours des quartiers, et ça finit en comédie terrifiante pour obtenir de l'argent ou… « tout, tout de suite » !



Ce livre est le miroir de notre société, donc le miroir de nous-mêmes. En aucun cas il nous faut détourner le regard, pas par voyeurisme inutile et malsain, mais par souci de comprendre, de remédier absolument et de prendre les choses à bras-le-corps, car la victime c'est notre enfant ! Et l'assassin ou le voyou peut être notre enfant aussi. Terrible constat.

Les familles, nos familles doivent se repositionner pour éviter les dérives. L'école doit remédier à ses manques. La société doit baliser les choses pour tous et chacun. Et l'Etat ne doit pas renoncer à la justice.

L'intériorité et le sens du sacré doivent être retrouvés chez les adultes pour ne pas être perdus chez les jeunes, seules ces vertus conduisent au respect et à la vérité de la relation.

La spirale de la mondialisation et sa course à l'argent doivent être enrayées, car les fléaux de la drogue et autres dérives débouchent sur tous les excès d'une jeunesse en mal de repères.

Enfin donnons à lire à nos enfants, à nos jeunes qui ne voient que par internet et veulent « tout, tout de suite ». Avec le sport, les arts, la culture, la militance pour les droits de l'homme, la non-violence… la lecture pose le regard et la réflexion, permet les vrais échanges et authentiques quêtes de la vérité et du bonheur.

Oui, et après «Tout, tout de suite », lisons «Alioune Diop, le Socrate noir » de Philippe Verdin (ed. Lethielleux) pour retrouver la paix et goûter à la vraie liberté dans l'altérité.

Travaillons à la confiance, à la communication authentique, et aux repères retrouvés pour nos jeunes ! Car au train où vont les choses, si nous ne réagissons pas face à la « banalité du mal » nous pouvons nous demander, comme un journaliste l'a déjà dit « à quels enfants allons-nous laisser le monde ? »

Jean-Marie GAUTHIER
Conseiller Principal d'Education
L.P.P. de Blanchet (Basse-Terre)
Guadeloupe
Nov. 2011

Suite de la page (18)

secteur privé, puis deuxièmement en spéculant sur l›éventualité que la Grèce quitte la zone euro. L›accélération du débat de ces dernières semaines se voit dans la dernière colonne du commentateur financier Noriel Roubini. Ecrivant dans le Financial Times, Roubini conclut en disant que même l›injection massive de capitaux européens pour réduire la dette publique ne pourra résoudre les malheurs financiers de l›Italie.

Afin de s›attaquer à son « énorme déficit de compte courant, manque de compétitivité extérieure et aggravation de la chute de son PIB et de son activité économique … il se peut que l›Italie, comme d›autres pays périphériques, ait besoin de quitter l›union monétaire et retourne à la monnaie nationale. » Une telle mesure, se doit de reconnaître Roubini, déclencherait « une désintégration effective de la zone euro. »

Pendant ce temps, les représentants de la France, de l›Allemagne et de l›Europe ont été forcés jeudi de démentir officiellement l›existence de discussions actives concernant l›expulsion de la zone euro de certains pays, ce dont certains reportages faisait état mercredi.

Wsws 11 novembre 2011

De l'Urgence de promouvoir la Culture en Haïti

L'un des rares denrées encore exploitables au profit de la nation

Prince Guetjens

Critique d'art

Il ne fait pas de doute qu'Haïti représente aujourd'hui un trésor convoité par les grandes puissances, tant pour ses nombreuses ressources naturelles, culturelles et minières encore inexploitées, que pour la situation géopolitique qu'elle occupe dans la région des Caraïbes. Cette ambition longtemps dissimulée a connu une résurgence sans précédent au cours de ces deux dernières décennies et particulièrement au lendemain de la catastrophe du 12 Janvier 2010.

Si les ressources minières exigent une technologie et des investissements considérables pour être exploitées - des moyens dont le pays ne peut pratiquement pas disposer aujourd'hui - pour des raisons que personne n'ignore. Ce n'est pas le cas, en ce qui a trait à la Culture. Mais, force est de souligner que depuis la fondation du ministère haïtien de la Culture, aucun gouvernement n'ait encore compris la nécessité ou même l'urgence de renforcer les capacités d'une pareille institution, en vue de mieux appréhender la problématique actuelle de l'Haïtien, qui pourrait se résumer ainsi : Comment exister sans pouvoir revendiquer la contribution d'Haïti, aujourd'hui, à la modernité ?

Certains doivent se dire en lisant ce papier, qu'est-ce qu'il va chercher dans la modernité alors qu'on n'est même plus en mesure de se nourrir, ou même de bien choisir nos dirigeants ? Ils n'auraient pas tout à fait tort de réfléchir ainsi, mais souvent la réponse aux questions ne se trouve pas toujours là où on suppose.

Les « spécialistes » d'Haïti ont beau travailler sur le cas, mais à chaque fois leurs solutions enfoncent davantage le pays dans l'incertitude. Et si pour une fois, on essayait la solution culturelle. Bon ! le moment est peut-être mal choisi pour « adresser » une pareille question. En tout cas, pas à l'attention d'un gouvernement qui affiche autant de mépris pour ce ministère, au point de l'avoir livré à ceux-là même qui ont poussé le pays dans cette impasse.

L'histoire de l'humanité est là pour le prouver s'il en était besoin, qu'aucun peuple ne peut franchir les frontières du progrès, qu'elles soient humaines ou techniques, en-dehors du principe de l'appréciation de soi. Cette appréciation fondée sur son histoire ne peut être accessible et efficace qu'à travers une école qui prend sa source dans la culture de ce peuple. Donc, l'une des premières actions à poser dans l'objectif d'une renaissance haïtienne, serait le rapatriement de l'École haïtienne.

Tant vaut l'école tant vaut la nation, disait l'autre. Le résultat de l'école haïtienne après deux cents ans, sous le contrôle de l'église ne devrait pas étonner, quand nous tenons compte du rôle central de cette institution dans la consolidation de l'esclavage. Ne soyez pas choqués de constater que très peu d'intellectuels, de technocrates ou de politiques haïtiens puissent tenir pareils propos, parce que plus longtemps on a été à cette école, plus on devient esclave, docile et réceptif.

Mais parallèlement à cela, l'Occident dispose d'atouts convainquants comme : *prix littéraires, résidences, bourses d'études, promesses d'accéder au pouvoir* et autres fatrasies pour tenir en respect, la catégorie d'haïtiens la mieux équipée à en faire face. Certaines fois, ils se dénigrent sans en avoir conscience. Ce n'est pas un hasard, s'ils sont en majorité *Louverturien* et détestent Dessalines ; le père de la nation, comme c'est le cas de l'ancien maître.



Un tableau du peintre André Pierre

Si l'on tient compte du fait que la culture est constituée par l'ensemble des habitudes, coutumes, pratiques, savoir-faire, stratégies, interdits, normes, règles, savoirs, mythes, valeurs, idées, croyances qui se perpétuent de génération en génération, se reproduit en chaque individu, génère et régénère la complexité sociale 1 : elle est donc l'outil tout désigné pour concrétiser ce rêve. Il est prouvé que l'être humain serait un primat du plus bas rang à cause des ses instabilités, ses interférences et ses oppositions internes si la Culture n'avait pas le pouvoir de colmater les brèches et de remplir un vide souvent laissé par la juvénilisation et l'inachèvement biologiques.

En mettant à profit les organismes autonomes dépendant du ministère de la Culture et de la communication, le travail de remodelage de l'homme Haïtien, dans la mesure qu'il soit inscrit comme une priorité bénéficiant de la volonté politique de l'Etat, est encore possible. Chacune de ces institutions créée, au cours des derniers jours de la dictature des Duvalier, peut jouer un rôle important dans cette mission de refondation de la nation. Il suffit de les passer en revue pour se rendre à l'évidence.

Aujourd'hui, plus que jamais, malgré le climat de discorde qui règne dans le pays, nous sommes appelés à avoir les coudées franches pour ne pas perdre définitivement cette terre que nous a léguée nos ancêtres. S'il est vrai qu'une autre Haïti est possible, pour reprendre notre ami Jean Yves Jason, il faudra aussi des fils et des filles dignes de ce nom pour la reconstruire, la chérir et l'habiter en toute dignité. Pour cela, il n'y a d'autres issues que de casser la moule qui pourvoit au renouvellement du corps social. Il faut enfin une École haïtienne pour former des citoyens Haïtiens.